

OIGNONS SECS
**Exportation de plus
de 5.000 quintaux
vers la Tunisie et la
Libye**

P 3

RENCONTRE ENTRE LE MINISTRE DE L'ENERGIE ET HOMMES D'AFFAIRES AMÉRICAINS

De grands projets de partenariat en perspective

La délégation d'hommes d'affaires Américains poursuit sa visite de prospection en Algérie. Après avoir été reçue respectivement par le ministre de l'Industrie et de la production pharmaceutique, Ali Aoun, et le directeur de l'Agence algérienne de la promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, la délégation américaine, composée de représentants de plusieurs géants américains du secteur de l'énergie et des mines dont «Exxon Mobil», «Chevron», «Hecate Energy», «ARC Energy», «NESR», «REASOL», «Philippe Group Mining » et d'autres encore, a été reçue également par le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab. P 3



AIR ALGÉRIE RENFORCE
SA FLOTTE

**Acquisition de 15
avions en 2025**



La Compagnie aérienne Air Algérie poursuit son déploiement. Pas moins de 7 nouvelles lignes aériennes seront inaugurées durant le troisième trimestre de 2024 et la signature de quatre accords de partenariats gagnant-gagnant, a annoncé le PDG d'Air Algérie, Yacine Benslimane devant les membres de la commission des Affaires étrangères de l'APN.

P 2

REFORME DES FINANCES
PUBLIQUES

**Le facteur humain, clé
de voûte de sa réussite**

Le ministre des Finances, a affirmé, que la réforme budgétaire lancée il y a une année, au titre de la loi organique 15-18 relative aux lois de finances, consacrait un changement radical dans la gestion des finances et du budget de l'Etat, en ce sens qu'elle est basée sur l'efficacité et la transparence de la gestion des données financières. Par efficacité, son entourage souligne que le facteur humain est la clé de voûte de sa réussite.

P 5

FORUM D'AFFAIRES ALGÉRO-
VÉNÉZUÉLIEN

**Renforcer le partenariat
dans les secteurs liés à
la sécurité alimentaire**



Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Chorfa a appelé lundi, à Alger, les opérateurs économiques algériens et vénézuéliens à œuvrer pour renforcer le partenariat dans les secteurs liés à la sécurité et la souveraineté alimentaires.

P 3

AFIN DE SE RAPPROCHER DES AGRICULTEURS

**La CNMA étend
son réseau** P 2

GESTION DES DÉCHETS
MÉNAGERS ET ASSIMILÉS
**Plus de 5.000 entreprises
recensées** P 3

PAIEMENT PAR TPE
**Près de 4 millions
d'opérations
enregistrées en 2023** P 5

COMMERCE

Zitouni reçoit une
délégation du
groupe italien
"Piaggio"

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a reçu une délégation du groupe industriel italien "Piaggio", conduite par le Président-directeur général, Matteo Colaninno, indique un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre tenue lundi au siège du ministère en présence de cadres du groupe italien et du vice-ambassadeur d'Italie en Algérie, les deux parties ont évoqué d'importantes questions. A cette occasion, M. Zitouni a appelé au renforcement de la coopération économique bilatérale, soulignant, dans ce sens, l'importance du marché algérien en tant que destination d'investissement prometteuse. Le ministre a mis en avant, à ce propos, les nouvelles mesures et incitations contenues dans la nouvelle loi sur l'investissement, conclut la source.

AIR ALGÉRIE RENFORCE SA FLOTTE

Acquisition de 15 avions en 2025

La Compagnie aérienne Air Algérie poursuit son déploiement. Pas moins de 7 nouvelles lignes aériennes seront inaugurées durant le troisième trimestre de 2024 et la signature de quatre accords de partenariats gagnant-gagnant, a annoncé le PDG d'Air Algérie, Yacine Benslimane devant les membres de la commission des Affaires étrangères de l'APN.

Par Sirine R

Pour répondre à ses ambitions, la compagnie prévoit le renforcement de sa flotte. Selon l'intervenant, Air Algérie va acquérir 15 nouveaux appareils, en plus de l'affrètement de 10 autres appareils à moyen terme et au cours du premier trimestre 2025. « Nous allons renforcer notre flotte par l'acquisition de 15 appareils, dont deux appareils au cours de l'année 2025 d'une capacité de 400 passagers. En plus de 3 autres avions en 2025 et de deux avions en 2026 d'une capacité de 300 passagers, en plus de 8 avions en 2027 d'une capacité de 150 passagers», détaille-t-il, en précisant que les destinations sous pression seront également renforcées par des programmes supplémentaires durant l'année en cours. Le PDG d'Air-Algérie a révélé que le programme des vols, durant l'été 2024, sera renforcé sur les lignes très sollicitées par les voyageurs de et vers l'Algérie. Il a cité la France pour laquelle plus d'un million de sièges seront retenus, dont 5%

sont déjà réservés. Le Canada profitera de 96 000 sièges dont 23 000 sont réservés. « Pour l'été 2024, il est prévu de déployer 516 vols par semaine sur le réseau international, avec la perspective de transporter 92 000 passagers», indique-t-il. Le Directeur général a ajouté, lors de son audition par la commission des affaires étrangères, de la coopération et des affaires communautaires, que les prix des billets avaient été réduits et promus l'année dernière. « Air Algérie continuera de baisser ses prix et de proposer des promotions durant cette saison. L'année 2024 connaîtra une amélioration des prix des billets et qu'il y aura des réductions pouvant atteindre 50% durant l'été», annonce-t-il, en précisant que les réductions et offres seront applicables à toutes les destinations et demandes, notamment les lignes qui comptent une importante communauté algérienne. « Près de 80 offres promotionnelles seront lancées au profit de la communauté nationale établie à l'étranger», affirme-t-il. Par ailleurs, les vols de Djed-

dah et Médine seront réguliers pour la première fois dès cette année. Concernant le bilan de 2023, le même responsable a affirmé que le réseau aérien national a été renforcé par 47 nouvelles lignes avec 31 pays en 2023, et l'ouverture de quatre dessertes supplémentaires en Afrique. Benslimane a, en outre, indiqué que la ligne Londres Gatwick et la ligne Alger-New York seront bientôt lancées. «Nous avons atteint une croissance de 6 % en termes de nombre de passagers, pour atteindre 7,2 millions de passagers transportés en 2023 » a-t-il révélé. Il a expliqué que la sous-exploitation des vols vers l'Espagne et le Liban a induit une baisse de 2% des sièges disponibles. Yacine Benslimane a ajouté qu'Air Algérie est très bien positionnée dans le transport aérien international. Le PDG d'Air Algérie a assuré, devant les députés, que la digitalisation « est un projet qui touche l'ensemble des structures de la compagnie, pour renforcer sa compétitivité, développer le système global et transformer l'aéroport en hub ».

AFIN DE RAPPROCHER DES AGRICULTEURS

La CNMA étend son réseau

La Caisse nationale de la mutualité agricole (CNMA) œuvre à l'extension de son réseau de bureaux à travers l'ensemble des wilayas du pays, notamment dans les régions agricoles, afin de se rapprocher davantage des agriculteurs et les accompagner dans le développement du secteur agricole, a révélé, lundi à Blida, un responsable de la Caisse. «Avec l'ouverture, aujourd'hui (lundi), du nouveau bureau régional de la daïra de Blida,

le réseau de la CNMA compte désormais 71 structures similaires, dans l'attente de son élargissement pour couvrir l'ensemble des wilayas du pays», a indiqué à l'APS le président du conseil d'administration de la Caisse, Amar Boumehdi, en marge de l'ouverture du bureau de Blida. La wilaya de Blida comptait trois bureaux, respectivement à El Afroun (ouest de la wilaya), Larbaâ (à l'est) et Boufarik (au nord), avant son renforcement, lundi, par un 4e

bureau dans la daïra de Blida, a-t-il souligné, dévoilant des préparatifs pour l'ouverture de nouveaux bureaux dans plusieurs autres wilayas du pays. Il a ajouté que cette stratégie de la CNMA vise «l'instauration de ponts de communication avec les agriculteurs pour écouter leurs préoccupations et leur assurer un accompagnement, tout en leur apportant conseils et orientations grâce à une équipe d'experts et spécialistes du domaine». Le

même responsable a évoqué, à l'occasion, les nouvelles offres que la CNMA prévoit de lancer cette année, conformément aux besoins exprimés par les agriculteurs activant dans différentes filières, y compris les femmes rurales. Il a cité notamment le «crédit mutuel rural» destiné au financement des petites exploitations agricoles, ainsi que la couverture sociale des agriculteurs et éleveurs. Présent sur place, le représentant du Directeur général de la

CNMA, Abdenacer Ait Oumalou a noté une augmentation du nombre des agriculteurs adhérents à la Caisse. Cette hausse est le fruit des campagnes de sensibilisation organisées à longueur d'année pour promouvoir les prestations qu'elle assure à ses adhérents, dont des réductions sur l'assurance de leurs biens agricoles, sans omettre de la possibilité de se porter candidat pour faire partie du Conseil d'administration de la Caisse.

EN PARTENARIAT AVEC L'USTHB

Le Groupe Télécom Algérie lance son premier incubateur

Le Groupe Télécom Algérie a lancé son premier incubateur en partenariat avec l'Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediene (USTHB), dans le but d'inculquer "l'esprit entrepreneurial chez les étudiants" et de les inciter à "participer activement au développement de projets novateurs", indique mardi un communiqué du Groupe. La création cet incubateur, "spécialisé dans les technologies de l'information de la communication", s'inscrit dans le

cadre d'une "feuille de route incluant d'autres universités prochainement à travers le territoire national", précise le communiqué, ajoutant que cela "symbolise l'engagement mutuel du Groupe Télécom Algérie et de l'USTHB en faveur de l'écosystème de l'entrepreneuriat et des startups". "En alignement avec la feuille de route axée sur le développement de l'écosystème entrepreneurial et de l'innovation, le Groupe Télécom Algérie réaffirme sa détermination à soutenir les

universités algériennes et donner la chance à la matière grise pour participer au développement économique et pays", relève la même source, soulignant que "ceci démontre l'engagement continu du Groupe Télécom Algérie dans la promotion du savoir, en encourageant la recherche scientifique". En outre, "cette collaboration renforce le lien entre le secteur économique et académique, créant ainsi un environnement propice à l'innovation et à

l'émergence de talents prometteurs", ajoute le communiqué. La cérémonie de signature de la convention-cadre s'est déroulée au siège de l'USTHB (Alger), en présence de M. Khaled Zarat, Président-directeur général du Groupe Télécom Algérie et du Professeur Djamel-Eddine Akretche, recteur de l'USTHB, accompagnés des doyens de l'université et des cadres dirigeants du Groupe Télécom Algérie.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

RENCONTRE ENTRE LE MINISTRE DE L'ENERGIE ET HOMMES D'AFFAIRES AMÉRICAINS

De grands projets de partenariat en perspective

La délégation d'hommes d'affaires Américains poursuit sa visite de prospection en Algérie. Après avoir été reçue respectivement par le ministre de l'Industrie et de la production pharmaceutique, Ali Aoun, et le directeur de l'Agence algérienne de la promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, la délégation américaine composée de représentants de plusieurs géants américains du secteur de l'énergie et des mines dont « Exxon Mobil », « Chevron », « Hecate Energy », « ARC Energy », « NESR », « REASOL », « Philippe Group Mining » et d'autres encore, a été reçue également par le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab.

Par Sirine R

Selon le communiqué du ministère, les deux parties ont discuté, à l'occasion de cette rencontre, de l'état des relations de coopération entre les entreprises algériennes et américaines dans les domaines de l'énergie et des mines, et des perspectives de leur renforcement. Les deux parties ont également réitéré leur volonté d'intensifier la coopération en étudiant toutes les opportunités disponibles dans les domaines de l'énergie et des mines. Le ministre de l'Energie et des Mines a souligné, précise le communiqué, l'importance de la coopération et du partenariat stratégique liant les entreprises algériennes et américaines dans le domaine du pétrole et du gaz. Arkab a également présenté aux géants américains la stratégie de développement du secteur basée sur le développement des investissements dans le but d'augmenter la production et la transformation du pétrole et du gaz. Il a, à l'occasion, présenté également les importantes opportunités d'investissement et de partenariat offertes par le secteur, notamment dans le domaine de l'exploration, du développement et de l'exploitation des hydrocarbures, ainsi que dans le domaine de la pétrochimie, de la numérisation, des solutions technologiques, de la réduction des émissions et de la réduction de l'empreinte carbone. Le ministre de l'énergie n'a pas manqué l'occasion d'exprimer le

souhait de l'Algérie d'aboutir à des partenariats mutuellement bénéfiques et bénéficier des avantages offerts par la nouvelle loi sur les hydrocarbures. Il a, dans ce sillage, réaffirmé la détermination des pouvoirs publics à accompagner, soutenir et apporter toutes facilités aux partenaires dans toutes les étapes de la mise en œuvre de ces investissements.

Un climat favorable aux investissements

En plus des énergies fossiles, les deux parties ont aussi discuté des grandes opportunités de coopération et d'investissement qui existent dans le domaine des énergies nouvelles et renouvelables et du développement de l'hydrogène, ainsi que dans le programme national de dessalement de l'eau de mer à court et moyen terme et dans l'industrie locale des équipements dans cette filière. Le ministre a mis l'accent aussi sur la volonté de l'Algérie d'œuvrer davantage pour mieux valoriser son patrimoine minier, et ce tout en appelant les entreprises américaines à investir dans le secteur minier en Algérie et à établir des partenariats mutuellement bénéfiques avec les entreprises algériennes, tout en transférant les connaissances et la formation, notamment dans les domaines de la recherche, de l'exploration, de la valorisation des richesses minières et du développement du secteur minier en Algérie, plus

particulièrement dans les terres rares. Les hommes d'affaires américains, conduit par David WILHELM, ont exprimé leur satisfaction quant à la qualité des relations existantes et au grand intérêt des entreprises américaines à investir, compte tenu de la présence d'un climat favorable aux investissements en Algérie. en effet, lors de cette rencontre, il a été convenu de tenir des réunions entre les deux parties afin d'approfondir les consultations et les pourparlers pour identifier des projets concrets, activer les opportunités disponibles et mettre en œuvre des partenariats d'investissement équilibrés et solides bénéficiant aux deux parties.

Sonatrach définit les domaines de coopération

C'est dans ce cadre que le Groupe Sonatrach a organisé, mardi à Alger, en collaboration avec l'US-Algeria business council (USABC), une rencontre d'affaires avec une vingtaine de chefs d'entreprises américaines activant notamment dans le domaine de l'énergie, en vue de promouvoir l'attractivité et les opportunités d'investissement qu'offre le secteur énergétique algérien, indique le groupe pétrolier dans un communiqué. Cette rencontre, tenue au siège du Sonatrach et ouverte par le Pdg de Sonatrach Rachid Hachichi et David Wilhelm, président du Conseil d'administration de

l'USABC, a été une occasion pour Sonatrach de « promouvoir l'attractivité et les opportunités d'investissement qu'offre le secteur énergétique algérien », en mettant l'accent sur « le rôle du partenariat comme étant un levier stratégique pour accompagner son développement », précise la même source. De plus, trois (03) réunions thématiques simultanées ont été tenues lors de cette visite d'affaires et ont porté sur les opportunités de coopération sur toute la chaîne de valeurs des hydrocarbures, les services pétroliers et gaziers ainsi que le développement des énergies renouvelables et de l'hydrogène, indique encore Sonatrach. Il est à rappeler que plusieurs investisseurs américains ont fait part, lundi à Alger, de leur intérêt à investir dans plusieurs secteurs en Algérie, notamment les énergies renouvelables, l'agriculture, l'industrie et la technologie, particulièrement après avoir pris connaissance du climat des affaires en Algérie, surtout en termes des facilitations et des avantages fiscaux contenus dans la nouvelle loi sur l'investissement. Dans une déclaration à l'APS, le directeur de l'AAPI a passé en revue le nombre d'investissements américains déclarés jusqu'à 2023, à savoir 11 projets dont 10 ont été concrétisés, répartis entre 9 projets de partenariat algéro-américain et 2 projets dans le cadre de multinationales.

OIGNONS SECS

Exportation de plus de 5.000 quintaux vers la Tunisie et la Libye

Plus de 5.000 quintaux d'oignons secs produits dans la wilaya de Mascara ont été exportés, dernièrement, vers la Tunisie et la Libye, a-t-on appris mardi, du wali Farid Mohamedi. Dans une déclaration à la presse en marge de la cérémonie de lancement de la saison de culture des légumineuses dans la wilaya, M. Mohamedi a souligné que plus de 5.000 qx d'oignons secs produits dans la région ont été exportés, dernièrement, vers les pays frères, la Tunisie et la Libye, signalant qu'une forte production d'oignons secs a été enregistrée lors de la saison agricole écoulée. Le même responsable a précisé que des agriculteurs activant au niveau de la plaine de Ghriss ont présenté des demandes pour exporter l'oignon sec et ont bénéficié de permis d'export vers la Tunisie et la Libye. Pour sa part, le wali a annoncé le lancement, dans les prochains jours, de l'opération d'exportation d'une quantité d'ail produite dans la wilaya, ajoutant que Mascara a enregistré une production abondante d'ail, lors de la saison agricole écoulée. Le wali Farid Mohamedi a, d'autre part, donné le coup d'envoi de la saison de culture de légumineuses au niveau de l'exploitation agricole relevant de l'entreprise de transformation viticole Sotravit de la région d'Ouled Merah, dans la commune de Ghriss. Selon les explications fournies par le Directeur des Services Agricoles, Mohamed Djebiri, 7.000 hectares de terres ont été réservés à la culture des légumineuses à travers différentes communes de la wilaya au titre de la saison agricole en cours, répartis entre 2.900 ha réservés pour les pois chiches, 200 ha pour les lentilles, 2.150 ha pour les petits pois et 1.750 has pour les fèves. Le wali de Mascara a insisté sur la nécessité de réussir le programme de culture de légumineuses dans la wilaya, à travers l'exploitation de toutes les terres emblavées, durant la saison agricole en cours, outre l'importance de permettre aux agriculteurs adhérents à ce programme de bénéficier de l'accompagnement et des moyens nécessaires, dont les engrais et les semences.

GESTION DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS

Plus de 5.000 entreprises recensées

Le nombre d'entreprises algériennes activant dans le domaine de la gestion des déchets ménagers et assimilés s'est élevé, fin 2023, à plus de 5.000 entreprises, a indiqué mardi à Alger une responsable à l'Agence nationale des déchets (AND). Dans une déclaration à la presse en marge d'une Journée d'étude sur "l'économie circulaire et les changements climatiques", la directrice du développement de l'économie verte à l'AND, Amel Asma, a fait état du recensement, fin 2023, de plus de 5.000 entreprises activant dans les domaines de la gestion des déchets ménagers et assimilés, entre transport, recyclage, tri et valorisation, ce qui montre, ajoute-t-elle, l'engouement des jeunes pour ce type d'entrepreneuriat environnemental ces dernières années. Pour Mme Asma, la quantité des déchets ménagers et assimilés pro-

duits en 2023 s'élève à plus de 12 millions de tonnes, pour une valeur marchande supérieure à 200 milliards de dinars. Par ailleurs, et dans une déclaration à l'APS, la même responsable a indiqué que l'AND a récemment déposé une demande d'agrément auprès du Fonds vert pour le climat (FVC), ce qui permettra aux porteurs de projets liés à la réduction des changements climatiques en Algérie, de bénéficier des financements de ce fonds international. De son côté, le directeur de l'AND, Karim Oumane, a salué, à cette occasion, le lancement de l'Agence nationale de l'auto-entrepreneur qui permettra à de nombreux acteurs indépendants dans le domaine de la gestion des déchets d'exercer leur activité de manière légale, de bénéficier d'avantages fiscaux et d'obtenir une couverture sociale.

Il a mis en avant, à ce propos, l'attachement de son agence à orienter les jeunes afin de les inciter à adhérer et à s'inscrire en tant qu'entrepreneurs autonomes. Cette journée d'études organisée par l'Agence nationale des déchets (AND), en collaboration avec l'ambassade des Pays-Bas à Alger et l'Université des sciences et de la technologie "Houari Boumediene" (USTHB) et qui s'est déroulée en présence de l'ambassadrice hongroise, Janna Van Der Velde, a été ponctuée par la présentation de plusieurs exposés autour des stratégies et des expertises de l'Algérie et des Pays-Bas en matière de l'économie circulaire et des changements climatiques. A ce titre, la diplomate a souligné le rôle de l'économie circulaire en tant que concept innovant qui porte une solution durable et un choix prometteur, à même

de relever le défi urgent inhérent au changement climatique, mettant en avant la nécessité de renforcer la coopération internationale dans ce domaine. De même, plusieurs interventions ont été données par des opérateurs en matière de gestion des déchets, des chercheurs et des experts dans les spécialités pertinentes, en braquant la lumière sur les défis nationaux et internationaux en la matière, outre des solutions adoptées en vue de limiter le phénomène mondial des changements climatiques. Dans le cadre de cette journée d'études, une session de formation a été organisée au profit des participants, parmi les journalistes et les étudiants, en vue de connaître de près la relation entre la gestion des déchets et les changements climatiques.

R E.

AGRICULTURE

La FIDA prête à apporter son expertise technique à l'Algérie

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, a reçu le président du Fonds international de développement agricole (FIDA), Alvaro Lario, avec qui il a examiné les moyens de renforcer la coopération entre l'Algérie et le FIDA, notamment en matière d'expertise agricole, a indiqué, mardi, un communiqué du ministère. Lors de la rencontre qui s'est déroulée lundi après-midi au siège du ministère, M. Cherfa a présenté les axes de la stratégie de développement adoptée par l'Algérie et les principaux mécanismes de soutien et d'accompagnement garantis par l'Etat pour la diversification de l'économie, l'encouragement de l'entrepreneuriat notamment chez les jeunes, et la création d'emplois et d'une dynamique au niveau des différentes régions de manière à contribuer au développement et à la promotion du secteur de l'agriculture. De son côté, M. Lario a affiché la disponibilité du FIDA à apporter l'accompagnement technique et l'expertise nécessaire pour soutenir les programmes de développement, notamment pour faire face à l'impact des changements climatiques sur l'agriculture, conclut le communiqué.

R. E.

FORUM D'AFFAIRES ALGÉRO-VÉNÉZUÉLIEN

Renforcer le partenariat dans les secteurs liés à la sécurité alimentaire

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Chorfa a appelé lundi, à Alger, les opérateurs économiques algériens et vénézuéliens à œuvrer pour renforcer le partenariat dans les secteurs liés à la sécurité et la souveraineté alimentaires.

Synthèse R E/Agence

S'exprimant à l'occasion de sa participation au forum d'affaires algéro-vénézuélien, organisé par le Conseil du renouveau économique algérien (CREA), le ministre a indiqué que l'Algérie œuvre à diversifier son économie dans sa stratégie visant à atteindre une sécurité et souveraineté alimentaires et à encourager l'investissement étranger notamment dans l'agriculture stratégique. Il a, dans ce sens, cité l'agriculture stratégique dans le sud du pays, invitant les opérateurs des deux pays à intensifier les contacts et à œuvrer pour des partenariats dans des filières agricoles qui renforceront l'échange économique bilatéral. De son côté, le ministre vénézuélien de l'Agriculture productive et des Terres, Wilmar Castro Soteldo, a évoqué "la complémentarité agricole" qui peut se faire entre les deux pays dans un échange commercial complémentaire. Il a dans ce chapitre précisé que des produits agricoles algériens, dont le marché vénézuélien en a besoin, peuvent constituer un volet d'échanges commerciaux qui rapprochent les deux pays sur le plan économique et créent des liens commerciaux. M. Wilmar Castro Soteldo a également souligné «la grande expérience» de l'Algérie dans le domaine du gaz, mettant en avant le potentiel de coopération dans l'électricité à base de gaz

entre les deux pays. Pour sa part, le ministre des Transports, Mohamed El Habib Zahana, s'est félicité de l'ouverture de la ligne Alger-Caracas laquelle, a-t-il soutenu, couronne l'accord de transport signé entre les deux pays en 2023, et concrétisent sur le terrain les orientations des dirigeants des deux pays. M. Zehana a aussi assuré que cette liaison directe entre les deux capitales favorisera le développement des relations économiques et commerciales entre les deux pays, ajoutant que celle-ci encourage le travail mené par son département ministériel pour «l'ouverture de nouvelles lignes aériennes dans d'autres capitales du monde conformément au programme du gouvernement». S'agissant de la ligne maritime entre l'Algérie et le Venezuela, le ministre a précisé que les deux parties œuvrent à concrétiser ce projet pour notamment assurer le transport des marchandises entre les deux pays. Le ministre des Transports Vénézuélien, Ramon Velasquez a, de son côté, relevé que la ligne aérienne Alger-Caracas ouvre beaucoup de potentialités de coopération bilatérale. Il a dans ce volet affirmé qu'à partir d'Alger, 50 destinations vers l'Afrique et l'Asie dans un schéma de liaison aérienne rapide et moins cher seront proposées aux opérateurs économiques vénézuéliens, ainsi que des facilités de transit. Il a également affirmé que depuis Caracas, des destinations vers l'Amérique Latine et les ca-

raïbes seront possibles pour les opérateurs économiques algériens, dans le cadre des accords entre les deux pays. Le président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, a pour sa part mis en avant les potentiels et les opportunités de partenariats entre les deux pays dans divers domaines. A ce titre, il a mis en avant le climat d'affaire favorable à l'investissement et à la coopération, soulignant que «les défis de la sécurité alimentaire, sanitaire et énergétique doivent être relevés». M. Moula a, dans ce sens, indiqué que «le développement de l'agriculture pour répondre aux enjeux de la modernisation, le confortement de l'industrie pharmaceutique, et la consolidation de l'industrie touristique sont autant de créneaux d'investissement qui permettent aux deux pays d'approfondir leurs coopérations». Des rencontres B2B entre opérateurs économiques algériens et Vénézuéliens activant dans les secteurs de l'agriculture, l'agroalimentaire, le transport, et le tourisme ont marqué les travaux de ce Forum d'affaires. L'événement a été marqué par la présence de l'ambassadeur vénézuélien en Algérie, Juan Bautista Arias Palacio et de l'Algérie à Caracas, Yacine Hadji. La délégation vénézuélienne était composée de plus de 80 hommes d'affaires représentant plusieurs secteurs tels que l'énergie, l'agriculture, le tourisme, l'industrie et le commerce.

PÊCHE ET AQUACULTURE

Les moyens de coopération algéro-vénézuélienne examinés

Les opportunités de coopération algéro-vénézuélienne dans le secteur de la pêche et l'aquaculture, notamment en matière de construction et de réparation navales, ainsi que l'échange d'expertises dans le domaine de la formation et de la recherche scientifique ont été au cœur de la rencontre tenue lundi à Alger, ayant réuni le Secrétaire général (SG) du ministère de la Pêche et des Produits halieutiques avec le ministre de la Pêche et de l'Aquaculture vénézuélien, M. Juan Carlos Loyo Hernandes,

indique un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, tenue à l'occasion de la visite de travail qu'effectue le ministre vénézuélien en Algérie, dans le cadre des travaux du Forum d'affaires algéro-vénézuélien, les deux parties ont passé en revue "les opportunités de coopération commune entre les deux pays dans les domaines de la pêche et de l'aquaculture, à l'instar de la construction, la maintenance et la réparation de bateaux de pêche, les activités de la pêche et de l'aquaculture marine et

continentale, la transformation et la commercialisation des produits halieutiques avec l'échange de connaissances et d'expertises dans le domaine de la formation et de la recherche scientifique appliquée", précise le communiqué. Il a été convenu d'installer un groupe de travail technique entre les cadres des deux ministères des deux pays, pour activer le memorandum d'entente signé en 2023 entre les deux ministères, pour tenir la première réunion de travail via visioconférence, avant la fin du mois

de février prochain, en vue de concrétiser les différents axes du mémorandum, a ajouté le communiqué. Au terme de la rencontre qui s'est déroulée en présence du directeur de cabinet et de cadres du ministère, le SG a adressé une invitation au ministre vénézuélien pour la participation des opérateurs économiques vénézuéliens aux activités de la 9e édition du Salon international de la pêche et de l'aquaculture, qui se tiendra à Oran le 8 février, sous le haut patronage du président de la République.

OUVERTURE DU CAPITAL

Le CPA poursuit sa campagne de sensibilisation

Le P-dg du Crédit populaire d'Algérie (CPA), Ali Kadri, a indiqué, lundi soir à Bordj Bou Arréridj, que «le CPA est la première banque en Algérie qui ouvre son capital et s'introduit en bourse». Dans une déclaration à la presse en marge d'une rencontre régionale organisée par la banque avec des clients et différents opérateurs économiques dans un des hôtels du chef-lieu de wilaya sous le slogan «Nos actionnaires, nos partenaires», le même responsable a indiqué que le CPA est la première banque en Algérie qui ouvre son capital social et qui s'introduit en bourse après avoir obtenu l'approbation par la Commission d'Organisation et de Surveil-

lance des Opérations de Bourse (COSOB). Il a précisé que le choix de la wilaya de Bordj Bou Arréridj comme deuxième halte après Béjaïa dans le cadre de la campagne d'information de la banque concernant l'ouverture de son capital social prévue au mois de janvier en cours a été décidé compte tenu de son importance dans le domaine économique national en vue de faire connaître la stratégie du CPA dans le cadre de la politique de l'Etat sur laquelle veille le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et qui vise l'organisation des secteurs financier et bancaire en Algérie pour être au diapason des évolutions rapides que connaît la place finan-

cière à l'échelle mondiale d'une part et l'ancrage de la culture de transparence et de confiance chez les investisseurs algériens pour devenir des actionnaires dans la première banque ouvrant son capital d'autre part». Il a évoqué la politique adoptée par le CPA dans l'accompagnement des petites et moyennes entreprises ainsi qu'à l'échelle internationale à travers l'ouverture d'agences en Mauritanie et au Sénégal, ajoutant que la banque ambitionne la consolidation de sa présence à l'échelle locale à travers l'ouverture de nouvelles agences dans le pays. L'opération consiste à mettre en vente 30% du capital de la

banque à travers l'offre de 60 millions d'actions avec un montant de l'offre, estimé à 137,9 milliards de dinars, le prix de cession établi à 2300 dinars l'action pour les nouveaux acquéreurs et 2100 dinars au profit des salariés du CPA. La souscription va débiter le 30 janvier et s'achèvera le 28 février, a-t-on souligné. Pour rappel, la rencontre régionale s'est déroulée en présence du wali de Bordj Bou Arréridj, Kamel Nouiceur, les autorités locales et le directeur général de la Bourse d'Alger, Yazid Benmouhoub ainsi que des cadres du CPA et des opérateurs économiques.

R. E.

REFORME DES FINANCES PUBLIQUES

Le facteur humain, clé de voûte de sa réussite

Le ministre des Finances, a affirmé, que la réforme budgétaire lancée il y a une année, au titre de la loi organique 15-18 relative aux lois de finances, consacrait un changement radical dans la gestion des finances et du budget de l'Etat, en ce sens qu'elle est basée sur l'efficacité et la transparence de la gestion des données financières. Par efficacité, son entourage souligne que le facteur humain est la clé de voute de sa réussite.

Par Reda Hadi

Pour les cadres de ce ministère, cette réforme se veut un processus sous-tendu par les résultats, la clarté et l'évaluation des performances et du rendement de chaque employé du secteur des finances, tout en améliorant la gestion et en consacrant la transparence. Aussi, lors de la visite d'inspection dans des organismes sous tutelle, dont la Direction générale des biens domaniaux et l'Inspection générale des finances, il s'est enquit des conditions de travail, et a réitéré sa volonté de réussir cette reforme. C'est ainsi que celui-ci, a souligné l'importance de mettre en œuvre des réformes de la finance publique, afin de renforcer la stabilité financière et assurer le développement durable. Il a indiqué que la réussite de ces réformes dépend grandement de la ressource humaine. Selon un communiqué posté en ligne sur la sa page Facebook officielle, relatant sa visite, le Ministre des finances, a appelé tous les fonctionnaires à élever leur niveau de performance et à doubler les efforts indivi-

duels et collectifs, afin d'atteindre les objectifs des politiques financières établies. Dans ce contexte, il a souligné l'importance de stimuler la créativité et l'innovation dans la mise en œuvre des tâches qui leur sont assignées. Celui-ci a donc mit en avant l'importance du personnel, et à accorder une attention particulière au développement des compétences et des aptitudes des salariés. Soulignant que l'investissement dans l'élément humain améliore les capacités organisationnelles et approfondit l'interaction positive. Pour des sources, cette visite avait pour mission de mieux faire apprendre l'essentialité des personnels, et s'inscrit dans le cadre des efforts visant à renforcer les liens entre les différentes structures du ministère des Finances. Ce qui reflète l'engagement du gouvernement à améliorer les performances et à réaliser la vision stratégique afin de promouvoir le développement et d'améliorer la qualité des services fournis aux citoyens. Pour ces sources, ce ministère régalien est l'un des principaux piliers du service public. Selon des spécialistes en or-

ganisation, le facteur humain est aussi important que les institutions, et la valeur travail est un élément déterminant car, les risques psychosociaux sont intrinsèquement liés aux conditions de travail et aux facteurs organisationnels. Une réformé mal comprise, peut être refusée et de ce fait anihile et compromet toute réussite. L'importance de la réforme de la gouvernance budgétaire, qui commence à donner des résultats tangibles, se matérialise par une transition qualitative dans la gestion des finances publiques. En maximisant l'efficacité et en renforçant la transparence tout en rationalisant les dépenses et en améliorant leur contrôle, et aussi par l'optimisation de l'utilisation des ressources disponibles ainsi que la gestion des projets. De telle sorte, qu'émergeront toutes les compétences. Ces formations ne seront pas inutiles, pour assurer l'adhésion de l'ensemble des agents impliqués dans le processus de gestion du budget de l'Etat et contribueront, ainsi, à enraciner les concepts liés notamment au budget-programme tout en offrant des réponses rapides aux préoccupations soulevées par les citoyens sur ce sujet.

PAIEMENT PAR TPE

Près de 4 millions d'opérations enregistrées en 2023

Le nombre d'opérations sur terminaux de paiement électronique (TPE) s'est élevé à plus de 3,9 millions en 2023, pour un montant dépassant 31,5 milliards (mds) de DA, selon des données rendues publiques par le Groupement d'intérêt économique monétique (GIE Monétique). En 2022, GIE monétique avait constaté plus de 2,7 millions de paiements via TPE pour un montant global de transactions de 19,3 mds de DA. Entre janvier et décembre 2023, le pic d'opérations de paiement a été enregistré au cours du dernier mois de l'année à 401.389 paiements via TPE pour un montant dépassant 3,1 mds Da, précise le GIE monétique dans un bilan publié sur son site web. La même source relève également une hausse du nombre de TPE en exploitation à l'échelle nationale à fin décembre 2023 à 53.191 appareils, contre 46.263 fin 2022. S'agissant du nombre de cartes de paiement électronique en circulation jusqu'à fin décembre dernier, il s'est élevé quant à lui à plus de 16,5 millions d'unités, entre cartes interbancaires (CIB) et Edahabia d'Algérie Poste, détaille encore l'organisme en charge de la régulation du système monétique interbancaire national. Concernant le paiement sur Internet, le nombre total des transactions effectuées entre janvier et décembre 2023 a totalisé plus de 15,3 millions d'opérations. A fin 2023, le nombre des Web marchands adhérents au système de paiement sur Internet par carte interbancaire au niveau

national a continué d'augmenter atteignant 475 opérateurs. Ce sont notamment les grands facturiers à l'image de l'Algérienne des eaux (ADE), Sonelgaz, Algérie télécom, les opérateurs de téléphonie mobile, les compagnies d'assurance et de transport aérien, ajoute GIE monétique. Selon le bilan, le nombre global des transactions recensées depuis le lancement du paiement sur Internet en 2016, a atteint 37,3 millions d'opérations pour un montant total dépassant 67,3 milliards DA de transactions. Le paiement par mobile, ouvert "dans une première phase" qu'en intra-bancaire (clients d'un même établissement bancaire) a enregistré sur l'année 2023 un total de 39,2 millions de transactions pour un montant de 27,8 mds Da, indique GIE monétique.

Doubler le nombre des web marchands en 2024

Quant aux opérations relevant du service de transfert d'argent par mobile (p2p), il a été enregistré 17,8 millions de transactions pour une valeur dépassant 241 mds Da. Selon les données du même organisme, le nombre d'opérations de retraits effectuées sur les ATM (distributeurs automatique de billets) a dépassé 174,4 millions de transactions d'une valeur de 3.262 mds Da. Le parc de distributeurs automatiques de billets en exploitation, a-t-on relevé de même source, comptait 3.847 automates à fin dé-

cembre dernier contre 3.640 recensés à fin 2022. Créé en 2014, le groupement GIE Monétique est composé de 18 banques en plus d'Algérie poste, et auquel la Banque d'Algérie (BA) contribue en tant que membre non-adhérent afin de s'assurer de la conformité des systèmes, des outils de paiement et des standards en vigueur. Dans le cadre de son plan d'action, il travaille sur l'actualisation du cadre réglementaire régissant le paiement électronique, les standards et normes, ainsi que le développement du paiement par internet, tout en œuvrant à augmenter à 1000 le nombre des web marchands de biens et services et ce, au cours de cette année. Le GIE monétique qui vise à promouvoir la monétique par la généralisation de l'usage des moyens de paiement électronique, supervise le système monétique à travers la généralisation des moyens électroniques de paiement. C'est à ce titre qu'il avait lancé en octobre dernier, en collaboration notamment avec l'Association des banques et établissements financiers (ABEF), le "projet de la ville modèle pour le paiement électronique", avec Sidi-Abdallah comme ville pilote, l'objectif étant de vulgariser ce mode de paiement alternatif. Il veille aussi sur le système monétique via la gestion des standards, les spécifications et normes, la définition des produits monétiques bancaires et des règles de leur mise en œuvre, ainsi que la gestion de la sécurité des paiements.

R E.

LE MINISTRE BADANI L'A SOULIGNÉ À BEJAÏA

«L'aquaculture, un pari sur l'avenir»

L'aquaculture est "un pari sur l'avenir" a affirmé lundi à Béjaïa, le ministre de la pêche et des ressources halieutiques, Ahmed Bidani, qui a souligné s'attendre, dès cette année 2024, à "une forte dynamique" de la filière grâce au potentiel du pays, de l'encadrement et des conditions mises en place pour le développement du secteur. Intervenant à l'ouverture d'une journée d'étude nationale sur l'investissement dans la filière aquacole, le ministre a fait cas d'une prévision de production de 12.000 tonnes de poisson d'élevage en 2024, soulignant son ambition d'atteindre un volume plus de 40.000 tonnes à l'échéance 2030. "La cadence rapide avec laquelle se développe la production aquacole est le résultat de tous les efforts fournis par l'Etat" pour stimuler son décollage et la mettre à terme en orbite, a-t-il ajouté. Le ministre a évoqué, dans ce sillage, les mesures d'accompagnement et de soutien prises en faveurs des professionnels du secteur, citant notamment, la réorganisation de la communauté des pêcheurs, l'amélioration de leurs conditions sociaux économiques et d'autres, "toutes prises dans le but d'améliorer leur production et contribuer par ricochet à la sécurité alimentaire du pays", a-t-il soutenu. Il a également abordé "les avantages accordés désormais aux professionnels", soulignant tout particulièrement, les facilités d'accès aux crédits et les réductions opérées autant sur la TVA qui passe de 19 à 9%, que sur les droits de douanes, compris de 30 à 5%. "L'espérance de voire la filière faire un bond considérable en avant est par ailleurs nourri par l'engouement des jeunes vers la filière, l'effort des éleveurs qui en 2023 ont ensemencé plus de 23 millions d'alevins (dorade royale et loup de mer) alors que de nouveaux candidats continuent à demander des agréments pour embrasser le métier", a encore relevé M. Bidani. Durant sa visite dans la wilaya de Bejaia, le ministre a passé en revue une ferme aquacole à Tighremt, spécialisée dans la production de moules et huîtres, qui affiche un savoir-faire et des ambitions à la hauteur des attentes du secteur, selon les explications fournies sur place. Le ministre a par ailleurs inspecté les installations et les équipements des ports de pêche de Tighremt, Beni-K'sila et Bejaia, qui sont tous les trois dotés des moyens nécessaires pour relever la production halieutique, est-il souligné.

R E.

CHLEF

Récolte de plus de 67.000 qx d'agrumes

Une récolte de plus de 67.000 qx d'agrumes a été réalisée à Chlef depuis le lancement de la présente campagne (2023/2024) en décembre dernier, a-t-on appris, auprès de la direction des services agricoles(DSA) de la wilaya.

« A ce jour, la wilaya a réalisé une récolte de 67.549 qx de différentes variétés d'oranges, précoces notamment », a indiqué à l'APS le chef du service de la production et du soutien technique à la DSA, Youcef Boudjeltia. Il a ajouté que ce volume de production a été réalisé sur une surface de 456 ha, soit un taux de seulement 8% d'une superficie productive ciblée estimée à 5.743 ha.

« Sachant que la campagne de récolte se poursuivra jusqu'à la fin avril prochain », a-t-il précisé. M. Boudjeltia, qui a fait part de l'enregistrement d'une hausse dans le rendement à l'hectare, comparativement à la campagne écoulée, a souligné que la wilaya s'attend, cette année, à une production d'1,3 million qx d'agrumes, représentant une hausse de 100 à 150.000 qx comparativement à la campagne 2022/2023.

Dans les prochaines années, le secteur agricole à Chlef compte porter sa production d'agrumes à au moins 1,8 million de qx, à travers notamment un programme de renouvellement d'une moyenne de 400 à 500 ha/an des vergers d'agrumes remontant à l'époque coloniale, a fait savoir le même responsable. A cela s'ajoute l'encouragement des agriculteurs et des investisseurs à l'intensification de la culture des variétés d'agrumes réputées pour leur haut rendement, dont la Clémentine Oronules, et l'organisation de journées d'études sur les perspectives de développement de la filière et les moyens de protection des vergers d'agrumes contre différents risques et fléaux agricoles.

La superficie agrumicole de la wilaya est estimée à 6.800 ha, dont 5.743 ha productifs répartis sur les communes de Chlef, Oued Sly, Ouled Fares, Boukadir et Oued Fodda, selon la même source.

LIGNE FERROVIAIRE ÉLECTRIFIÉE OUED TLELAT-TLEMCCEN

Livraison du projet de dédoublement avant fin octobre

Le Ministre des Travaux Publics et des Infrastructures de base Lakhdar Rakhroukh a insisté, lundi à Oran, sur la nécessité de livrer le projet du dédoublement de la nouvelle ligne ferroviaire électrifiée reliant Oued Tlelat (Oran) à Tlemcen sur une distance de 132 km, "avant fin octobre prochain".

Supervisant le lancement de ce projet, dans le cadre d'une visite d'inspection dans la wilaya, le ministre a affirmé que "tous les problèmes administratifs et techniques, dont l'expropriation et le restant des deux entreprises italiennes chargées de la concrétisation du projet ont été régularisés, afin de réaliser ce projet et accélérer sa cadence, en réduisant les délais de réalisation et sa livraison à la fin octobre prochain, sachant que les délais contractuels ont été fixés à la fin de l'année en cours".

M. Rakhroukh a mis l'accent sur "l'importance de la qualification des cadres qui s'occuperont de la gestion de cette infrastructure stratégique et la maintenance de ses équipements, car il s'agit d'une infrastructure exceptionnelle et particulière". Cette ligne, qui traverse quatre wilayas, à savoir Oran, Sidi Bel Abbes, Mascara et Tlemcen, comprend environ 100 grands ouvrages d'art, dont un pont de 130 mètres de haut sur Oued Yesser, des tunnels de 640 mètres de long, 47 unités achevées de ponts ferroviaires et 38 unités achevées de ponts routiers, ainsi que 180 installations hydrauliques.

Le projet comprend également la réhabili-

tation de la voie ferrée à la gare de Oued Tlelat et la réalisation de deux nouvelles gares de voyageurs à Sidi Bel Abbes et Tlemcen, sachant que la vitesse du train pour le transport des voyageurs sur cette ligne est estimée à 220 km/h, alors que celle prévue pour le transport de marchandises est de 80 km/h.

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base a également inspecté les travaux d'aménagement du réseau ferroviaire à la gare de Oued Tlelat, où il a souligné l'importance d'accompagner le projet avec tous les moyens matériels et humains pour accélérer le rythme des travaux afin qu'il soit livré "fin septembre prochain", sachant que le projet est à sa phase de terrassement et de pose de la voie ferrée.

Il a souligné que cette station est considérée comme un "pivot et un carrefour", étant donné que plusieurs lignes y passent, comme Alger-Oran, Oued Tlelat-Oran, Oued Tlelat-Tlemcen, Bechar-Tindouf-Ghar Djebilet jusqu'à Bethioua, ainsi que d'autres lignes de transport de marchandises.

Par ailleurs, M. Rakhrouh a révélé que des travaux sont en cours concernant la mo-

dernisation du chemin de fer et son dédoublement, depuis Oued Tlelat jusqu'à Alger, en passant par Oued Sly, Chlef, Khemis Miliana et El-Afroun, et comprend actuellement certains tronçons, sachant que les travaux devront s'achever à la fin de l'année en cours, ce qui permettra, selon le ministre, de réduire la durée du trajet depuis la Capitale jusqu'à Oran, sachant que la vitesse du train sur cette ligne est estimée à 220 km/heure.

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base avait auparavant supervisé le raccordement de la zone industrielle de Bethioua (est de la wilaya) au réseau ferroviaire national au niveau de la commune de Hassi Mefsoukh, à partir de la gare de Layaïda sur une distance de 12 km.

Cette ligne fait partie du grand projet de la ligne ferroviaire Bechar-Tindouf-Ghar Djebilet que les autorités suprêmes du pays s'attèlent à concrétiser, portant sur l'extraction du minerai de fer de la mine de Ghar Djebilet (Tindouf), la transformation de la matière première et son exploitation dans la production de fer au niveau d'Oran, en plus de relier la ligne au port d'Arzew.

PORT D'ORAN -AUTOROUTE EST-OUEST

Livraison du premier tronçon de la pénétrante en juin 2024

Le ministre des Travaux Publics et des Infrastructures de base Lakhdar Rakhroukh a souligné, lundi à Oran, la nécessité de livrer le premier tronçon du projet de la pénétrante reliant le Port d'Oran et l'autoroute Est-Ouest, s'étendant sur une distance de 8 km, en juin 2024.

Lors de son inspection du projet, qui s'étend sur une longueur totale de 26 km, dans le cadre de sa visite à la wilaya d'Oran, M. Rakhroukh a souligné que "toutes les entraves ont été levées concernant l'achèvement des travaux re-

latives au premier tronçon, notamment la réévaluation du projet et le restant de travaux de l'entreprise, dans le cadre de ses engagements, et sa remise avant fin juin prochain au maximum".

Pour sa part, le wali d'Oran Saïd Sayoud a insisté sur l'impératif d'accélérer le rythme des travaux et la mise en place d'un calendrier hebdomadaire, avec un suivi minutieux par les services de la wilaya, pour la livraison du projet selon le calendrier fixé.

Cet "important" axe, pris en charge par le consortium algéro-

turc (Makyol) et dont le taux d'avancement des travaux a dépassé les 92%, a accusé un retard de réalisation pour des raisons techniques, notamment l'enregistrement de cinq glissements de terrain, qui ont été traités et pris en charge, ainsi que l'extension de la route sur trois axes.

Ce projet, réalisé avec les dernières technologies, comprend cinq ouvrages d'art, dont un tunnel à deux accès d'une longueur de 930 mètres, un autre d'une longueur de 1.580 mètres, un pont d'une longueur de 680 mètres,

ainsi que la réalisation d'une autre route au dessus de la mer et d'une voie express, selon les explications fournies sur place.

Cette pénétrante permettra, une fois entrée en service, à conférer une valeur ajoutée et une dynamique économique à la capitale de l'Ouest du pays, de désengorger la circulation et donner plus de fluidité au trafic des poids lourds fréquentant le Port via l'ancienne route, qui enregistre actuellement le passage de quelque 1.600 camions par jour.

DJANET

De nouveaux projets pour booster le développement local

Une série d'opérations de développement, tous secteurs confondus, ont été retenues pour la wilaya de Djanet dans le but de booster le développement local et répondre aux attentes des citoyens, ont indiqué lundi les services de la wilaya. Ces projets consistent notamment en la réalisation d'un poste frontalier mixte à Tinelkoun qui permettra, en sus de contrôler les mouvements des biens et des personnes, de promouvoir les activités économiques et les échanges commerciaux. Il s'agit aussi de la modernisation d'un tronçon de trente (30) km de la RN-3, du renforcement et de la réhabilitation des che-

mins communaux et chemins de wilaya, ainsi que de la viabilisation d'autres pour le désenclavement des régions reculées, a indiqué le chef de service de programmation et de suivi du budget à la wilaya, Abdrezzak Ezeddani.

Le secteur de l'éducation de la wilaya de Djanet s'est vue, de son côté, accorder seize (16) opérations de développement, dans les trois paliers de l'enseignement, et l'aménagement des établissements pédagogiques et l'équipement d'autres en vue d'améliorer les conditions de scolarisation des élèves, a-t-il ajouté. Le parc immobilier de la wilaya a été étoffé d'une série de projets d'habitat, toutes for-

mules de construction confondues, totalisant 400 logements, dont 350 unités pour la commune chef-lieu de wilaya et 50 unités pour la commune de Bordj El-Houas, a-t-il expliqué.

L'on relève entre-autres projets retenus pour le secteur de la santé la réalisation d'un hôpital de 120 lits, en sus de l'acquisition, en perspective, d'ambulances et des équipements médicaux pour les diverses structures de la santé de la wilaya, notamment celles des régions enclavées. Plusieurs projets ont été retenus également dans le secteur des Ressources en eau, pour renforcer les capacités d'alimentation en Eau potables dans la wi-

laya. Par ailleurs, et dans le cadre de l'amélioration du service public, une quinzaine d'études de réalisation des sièges de directions ont été retenues pour cette jeune wilaya, dans l'objectif de rapprocher les structures administratives des administrés.

Approché par l'APS, le membre associatif Boudjemaâ Othmani a affirmé que ces opérations de développement ont été "favorablement accueillies" par la population locale qui fonde de larges espoirs sur la concrétisation de ces projets pour répondre à leurs attentes et promouvoir ainsi la place qui sied à cette jeune wilaya.

ÉCONOMIE ET POLITIQUE

Les dix principales tendances pour 2024

L'économie européenne sera plus résiliente que l'économie américaine, le dollar s'affaiblira et les investisseurs exigeront une prime sur la dette à long terme.

1^{ère} partie

Par RUCHIR SHARMA

L'année écoulée s'est déroulée comme si la pandémie n'avait jamais eu lieu. La récession mondiale largement anticipée ne s'est pas produite. Les marchés se sont envolés. "Désinflation" a été le mot à la mode. Le monde de l'après-pandémie a ressemblé, à un point inattendu, à 2019, l'année juste avant que le coronavirus ne change prétendument nos vies pour toujours. En fin de compte, 2023 nous a rappelé que la plupart des années sont un mélange de surprises et d'événements prévisibles. Tous les paris à contre-courant n'auraient pas été payants. L'économie européenne a creusé son retard sur celle des États-Unis. Les méga-capitalisations de la tech américaine ont à nouveau mené la charge. Fort de cette leçon, mes dix principales prévisions pour 2024 se concentrent sur l'évolution des tendances actuelles. Le prix de l'argent, l'inflation et la Big tech resteront au cœur de la conversation mondiale, mais pas de la même manière. Quant à la politique, elle occupera le devant de la scène pour une raison simple : le monde n'a jamais connu d'année électorale aussi importante.

1. La démocratie à plein régime

Des élections sont prévues dans plus de 30 démocraties, dont les trois plus grandes – les États-Unis, l'Inde et l'Indonésie. Au total, 46 % de la population mondiale sera appelée aux urnes, ce qui représente, selon une étude de la Deutsche Bank, la plus forte proportion depuis 1800, où ces données ont été enregistrées pour la première fois. Et les électeurs iront voter avec leur mécontentement. Les récents succès de populistes enragés reflètent une tendance plus profonde : la méfiance à l'égard des élus en place. À la fin des années 2000, dans les 50 démocraties les plus peuplées, les politiques sortants étaient réélus dans 70 % des cas ; aujourd'hui, dans 30 % des cas seulement. Les dirigeants de l'Inde et de l'Indonésie font mentir cette tendance, mais Joe Biden, le président américain, en est l'exemple type. Les présidents en exercice bénéficiaient de l'avantage évident que confèrent une fonction élevée et une grande visibilité, mais ce n'est plus une garantie de popularité. Au cours des trente dernières années, les présidents américains ont vu leur cote de popularité s'effriter lors de leur premier mandat, pour atteindre des niveaux de plus en plus bas. À seulement 38 %, le taux d'approbation de Joe Biden atteint un niveau historiquement bas à ce stade de la présidence. Et bon nombre de ses homologues des pays développés ne sont pas plus populaires. Ces tendances annoncent des bouleversements dans la liste des dirigeants mondiaux.

2. La vigilance des investisseurs

Le calme surréaliste de 2023 a cédé la



place à une légère euphorie dans les dernières semaines de l'année, l'inflation ayant baissé plus vite que prévu, ce qui a fait naître l'espoir que les taux d'intérêt continueraient à diminuer. Mais un tel optimisme ne tient pas compte d'une tendance essentielle. En période de campagne électorale, les dirigeants politiques sont enclins à augmenter les dépenses bien plus qu'à les réduire, ce qui se traduit par une augmentation des déficits. Aux États-Unis, les programmes de dépenses de Joe Biden ont déjà fait grimper le déficit à 6 % du PIB, soit le double de sa tendance à long terme et cinq fois la moyenne des économies développées. La question clé est celle de la "prime de terme" – c'est-à-dire la rémunération supplémentaire que les investisseurs obligataires exigent en contrepartie du risque lié à la détention d'une dette à long terme. Dans les années 2010, l'inflation étant faible et les banques centrales achetant des obligations par milliards, ce risque avait disparu. Mais aujourd'hui, les dettes et les déficits sont beaucoup plus importants qu'avant la pandémie, l'inflation n'a pas totalement reculé, et les banques centrales ne sont plus de gros acheteurs d'obligations. Même si l'inflation diminue encore, les investisseurs exigeront probablement quelque chose de plus pour continuer à absorber l'énorme offre d'obligations d'État. Ce contexte implique que les taux d'intérêt, en particulier à long terme, ne baisseront pas autant que lors des précédents cycles de désinflation.

3. La réaction contre l'immigration

Pour plus d'une raison – de la pénurie de main-d'œuvre dans le monde occidental à la guerre en Ukraine –, l'immigration a explosé depuis 2019, augmentant de 20 % au Canada, de près de 35 % aux États-Unis et d'environ 45 % au Royaume-Uni. Ces flux offrent un atout considérable aux économies confrontées à une pénurie de main-d'œuvre, même s'ils sont impopulaires. Geert Wilders, le populiste de droite néerlandais, est arrivé en tête du

scrutin national l'année dernière sur la base d'une campagne de stigmatisation des migrants. Ces derniers sont également devenus un sujet de campagne en Pologne, qui s'est faite moins accueillante aux nouvelles vagues de réfugiés, malgré un besoin particulièrement criant. Le taux de croissance de la population polonaise en âge de travailler était en effet devenu négatif avant que l'afflux d'immigrants ne vienne inverser la tendance. Le prochain point chaud sera les États-Unis, la plus grande nation qui cumule immigration en hausse et élections en 2024. Bien que les immigrants réduisent la pression sur les salaires, contribuant ainsi à faire baisser l'inflation, la contre-attaque a déjà été sonnée, menée par Donald Trump. Sa principale cible est constituée des immigrants clandestins, qui ont été plus nombreux que les immigrants légaux (2 millions contre 1,6 million) en 2023. Quel que soit le vainqueur de l'élection américaine, le rejet risque de se propager et de ralentir le flux d'immigrants – et de tarir les avantages qu'ils apportent.

4. Un cycle économique sans dépression

En 2023, les taux d'intérêt ont tellement augmenté qu'il semblait presque certain que les entreprises endettées feraient rapidement faillite, que les consommateurs deviendraient aussitôt frileux, que les marchés s'effondreraient, que la récession frapperait et que le monde serait confronté à une récession classique. Mais l'économie, du moins aux États-Unis, s'est avérée remarquablement résistante. L'une des raisons en est que les Américains ont bloqué des taux d'intérêt plus faibles. Les entreprises (de qualité) notées "Investment grade" ont vendu des obligations à plus long terme, dont la durée moyenne est aujourd'hui de douze ans, de sorte que le poids des récentes hausses de taux ne s'est pas encore fait sentir. Les propriétaires américains paient encore un taux hypothécaire moyen de 3,75 %, inférieur presque de moitié à celui des nouveaux prêts. Autre élément : au

cours des années 2010, l'activité s'est déplacée des marchés boursiers vers les marchés de capitaux privés, sur lesquels on observe des signes d'affaiblissement, notamment un ralentissement des flux vers les fonds d'investissement privés et une diminution des ventes d'entreprises détenues par le capital-investissement. Toutefois, les entreprises non cotées ne sont pas tenues de communiquer leurs résultats aussi fréquemment que les entreprises cotées, si bien que leurs fragilités ne seront pas pleinement visibles avant un certain temps. L'économie et les marchés risquent encore de s'essouffler lentement. D'une certaine manière, c'est déjà le cas, comme le montrent les marchés boursiers. L'indice S&P 500 n'a pas atteint de nouveau sommet depuis deux ans et se situe actuellement à 20 % au-dessus de sa tendance sur cent cinquante ans, contre 45 % fin 2021. Les coûts d'emprunt restant relativement élevés, l'économie risque de glisser également vers le bas, tout en évitant une récession classique.

5. La résistance de l'Europe

En 2023, l'économie américaine a connu une croissance de 2,5 %, cinq fois plus rapide que celle de l'Europe, accentuant ainsi un fossé qui s'est creusé pendant des années, voire des décennies. L'Europe peut sembler désespérée, et brocarder ses perspectives économiques ne suscite guère de réactions. Mais dans un contexte où les attentes sont nulles, même des améliorations légères peuvent redonner du courage, comme l'a démontré le Japon l'année dernière. L'Europe pourrait se trouver dans le même cas cette année. Alors que la pénurie d'énergie liée à la guerre en Ukraine s'atténue, l'inflation a chuté de plus de 10 % à 2,5 %. Les salaires réels, qui étaient en baisse, progressent désormais à un rythme de 3 %, le plus rapide depuis trente ans, ce qui donne un fort pouvoir d'achat aux consommateurs. Les Européens ont été plus durement touchés par les récentes hausses de taux que les Américains, car ils ont plus d'hypothèques et d'autres prêts à long terme à taux variable. Or maintenant qu'elle a surmonté pour l'essentiel l'épreuve du resserrement monétaire, l'Europe pourrait souffrir moins que les États-Unis. En outre, les milliards accumulés par les consommateurs pendant la pandémie, s'ils sont en grande partie dépensés aux États-Unis, continuent de croître en Europe. Selon JPMorgan, l'épargne excédentaire des ménages y représente actuellement 14 % de leurs revenus annuels, contre 11 % il y a deux ans. Les marchés s'en rendent compte. Si l'on exclut les actions à très forte capitalisation, qui ont dopé les rendements américains, l'action moyenne en Europe a surpassé le puissant marché américain en 2023. Et les signes ci-dessus laissent présager un retour en force plus marqué en 2024. (A suivre)

Source : THE ECONOMIST

AFRIQUE DU NORD
Baisse des flux
d'IDE de 21% en
2023, selon la
CNUCED

Les flux mondiaux d'investissements directs étrangers (IDE) en 2023, estimés à 1370 milliards de dollars, ont affiché une augmentation de 3% par rapport à 2022, selon la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement). L'organisation note que l'incertitude économique et la hausse des taux d'intérêt ont affecté les investissements mondiaux même si les craintes de récession au début de l'année se sont estompées. En 2023, les IDE en Afrique se chiffraient à 48 milliards de dollars, selon le rapport de la CNUCED. En comparant les différentes régions du continent, l'Afrique du Nord a attiré moins d'IDE avec 12 milliards \$ (2023) contre 15 milliards en 2022, soit une baisse de 21%. Les flux d'investissements directs étrangers (IDE) à destination de l'Afrique ont enregistré une légère baisse de 1% par rapport à 2022 en s'établissant à 48 milliards \$ en 2023, d'après le rapport sur les flux d'investissement de la CNUCED, paru récemment. Selon l'Organisation, les annonces de nouveaux projets ont progressé en Afrique, portées par la croissance au Maroc, au Kenya et au Nigeria. Les financements de projets ont cependant baissé d'un tiers compromettant les perspectives de financement des infrastructures. En comparant les différentes régions du continent, on remarque que l'Afrique du Nord a attiré moins de flux d'IDE en 2023 avec 12 milliards \$ contre 15 milliards \$ en 2022, soit une baisse de 21%. En revanche, les autres régions ont connu une hausse cumulée de 8% des entrées d'IDE passant de 33 milliards en 2022 à 36 milliards de dollars en 2023. Ces évolutions des flux d'IDE interviennent dans un contexte où plusieurs pays africains sont confrontés à de nombreux défis notamment les conflits en Afrique subsaharienne. De plus, l'augmentation des taux d'intérêt sur les marchés internationaux a entraîné une diminution des flux de capitaux en direction du continent africain.

1500 NOUVELLES ACTIVITÉS

L'Arabie saoudite développe son offre touristique

L'Arabie saoudite a mis en place plus de 1500 activités pour les touristes en partenariat avec le secteur privé afin d'améliorer leur expérience globale, a déclaré le PDG de l'Autorité saoudienne du tourisme.



Dans son allocution d'ouverture, prononcée dans le cadre de la deuxième édition du Forum saoudien du tourisme à Riyad, Fahd Hamidaddin a souligné que le Royaume disposait des ressources nécessaires à la réalisation de ses aspirations et de ses objectifs, qu'il s'agisse de ressources naturelles ou humaines, et qu'il bénéficiait du soutien de dirigeants de confiance.

«En ce qui concerne les expériences (activités) touristiques, l'année dernière, nous en avions moins de 500. Aujourd'hui, nous en disposons 1500. Ces expériences sont principalement le fruit du travail du secteur privé», a précisé M. Hamidaddin. Il a également indiqué que 17 sociétés de tourisme ont rejoint l'industrie, apportant de nouveaux partenaires et de nouvelles entreprises.

L'expansion de ce secteur continuera à générer une demande accrue, attirant 2 millions de touristes par an, estime le PDG.

Il a par ailleurs relevé une amélioration considérable du nombre de vols par heure, qui a augmenté de 70 points.

Les 70 points sont une mesure standardisée permettant d'évaluer l'amélioration de l'expérience globale de vol au sein du Royaume.

Cependant, M. Hamidaddin a attribué cette montée en puissance non seulement à une autorité spécifique, mais aussi aux efforts de collaboration entre les secteurs public et privé.

«Par exemple, en ce qui concerne la prise en charge des touristes dans les hôtels, nous avons relevé le niveau des services requis dans différentes langues par certaines destinations touristiques», a-t-il mentionné.

150 millions de touristes escomptés

Lors de son discours, M. Hamidaddin a annoncé que le forum verrait la signature

de plus de cinquante accords et mémorandums d'entente entre plusieurs parties participantes.

«L'objectif de ce forum est d'accroître la coopération entre tous les employés du secteur touristique saoudien et de leur permettre d'échanger des expériences, des idées et des propositions. Il a pour but d'assurer la durabilité et d'affirmer la position du Royaume en tant que destination touristique mondiale», a-t-il poursuivi.

Le jour même du forum, le ministre saoudien du Tourisme, Ahmed al-Khatib, a expliqué que les grands projets du Royaume visaient à développer le secteur du tourisme et à attirer les investissements.

Ces projets viennent s'ajouter à la concurrence pour attirer 1,7 milliard de touristes dans le monde qui recherchent des expériences que le Royaume propose déjà.

En octobre 2023, M. Al-Khatib a révisé les objectifs de l'Arabie saoudite en matière de tourisme pour 2030, les portant à 150 millions de visiteurs, contre 100 millions initialement. Il avait affirmé que l'Arabie saoudite prévoyait d'atteindre son objectif initial avant la fin de l'année 2023.

«Je pense que nous terminerons cette année avec environ 100 millions (de visiteurs) et près de 6% de contribution au produit intérieur brut. C'est pourquoi Son Altesse Royale (le prince héritier Mohammed ben Salmane) nous a demandé de revoir à la hausse nos objectifs à 150 (millions de visiteurs)», avait-il déclaré.

Selon le ministre, on estime que sur ce nouvel objectif, 75 millions de visiteurs devraient être internationaux, les 75 millions restants étant des voyageurs nationaux.

LIBYE

La Mellitah Oil and Gas Company compte augmenter sa production d'or noir à 200 000 b/j

En Libye, la Mellitah Oil and Gas Company, une filiale de la National Oil Corporation (NOC), a annoncé mercredi 17 janvier qu'elle envisageait de porter sa production pétrolière à au moins 200

000 barils quotidiens. Concrètement, son objectif est d'ajouter à son plateau actuel évalué à 186 000 b/j, une production de brut supplémentaire de 30 000 b/j. La compagnie n'a toutefois pas

précisé le délai dans lequel elle compte concrétiser cet objectif ni les plans pour y parvenir. La réalisation de cette ambition devrait, si elle se concrétisait, soutenir la production

pétrolière de la Libye qui ces derniers mois s'est stabilisée autour de 1,2 million b/j. Le dernier rapport mensuel de l'OPEP publié mercredi 17 janvier signale une baisse de la production pétrolière en dé-

MALGRÉ DE FAIBLES PERSPECTIVES DE CROISSANCE PÉTROLIÈRE

Les économies du Golfe devraient rebondir en 2024

Les économies des six membres du Conseil de coopération du Golfe connaîtront une croissance plus rapide en 2024 que l'année dernière, malgré les attentes d'une faible croissance mondiale qui nuira à la demande de pétrole, selon les économistes interrogés par Reuters qui estiment que l'inflation dans la région est bien ancrée.

Les multiples réductions de la production pétrolière – un moteur majeur de la croissance dans les économies du

Golfe – ont conduit à un ralentissement dans la région l'année dernière, l'Arabie Saoudite entrant probablement dans une récession étant donné qu'elle a procédé aux réductions les plus importantes.

Les perspectives mondiales difficiles dues aux taux d'intérêt élevés, les incertitudes autour de la guerre entre Israël et le Hamas – qui inclut la perturbation du transport maritime dans la mer Rouge – et un renversement improbable des réductions de la

production pétrolière pourraient faire dérailler la reprise. Pourtant, l'enquête Reuters menée du 8 au 22 janvier auprès de 20 économistes montre que l'Arabie saoudite, la plus grande économie de la région et le premier exportateur mondial de brut, connaîtrait une croissance de 3,0 % en 2024, après une contraction de 0,5 % l'année dernière. La croissance globale dans les six économies du CCG – Arabie saoudite, Émirats arabes unis (EAU), Koweït, Qatar, Oman et Bahreïn – sera en

moyenne de 3,5 % cette année, bien plus rapide que 0,8 % en 2023. "En 2024, la croissance mondiale devrait légèrement ralentir... Ce scénario est cohérent avec une demande de pétrole plus faible, en particulier dans les économies avancées, et la croissance du PIB pétrolier dans les pays du CCG restera un frein à la croissance du PIB global en 2024", a déclaré Khatija Haque, économiste en chef et responsable de la recherche chez Emirates NBD.

EN 2024

Les prix de l’huile de palme devraient connaître leur première hausse depuis 2 ans

L’année 2024 s’annonce sous tensions pour l’huile de palme. Après 2 années consécutives sous le signe de la baisse, les cours de l’huile végétale la plus consommée au monde pourraient à nouveau grimper.

Selon plusieurs analystes, la tonne de la matière première devrait se situer dans une fourchette comprise entre 4000 ringgits et 4400 ringgits (846 \$ à 931 \$) contre moyenne de 3260 ringgits entre 2018 et 2022. Voici quelques éléments qui pourraient orienter les marchés cette année.

El Nino et son impact sur la production

Le phénomène climatique El Niño qui s’est déjà traduit en 2023 par des conditions plus sèches en Asie, premier bassin de production d’huile de palme sera encore à surveiller cette année. D’après les prévisions, les précipitations inférieures à la moyenne devrait se poursuivre tout au long du semestre 2024 dans plusieurs zones dudit continent. Selon Thomas Mielke, qui dirige la société de recherche Oil World, basée à Hambourg, la hausse de la demande et la croissance limitée de l’offre d’huile de palme pourrait conduire à un déficit mondial entre janvier et juin prochain. De son côté, la Malaysian Palm Oil Board

(MPOB), l’organisme de réglementation du secteur, reste prudente quant à l’impact du phénomène sur l’industrie locale. En septembre dernier, elle tablait sur une amélioration de la production en 2024 avec l’amélioration de la maturation des plantations et l’augmentation de la main d’œuvre qui devraient compenser les effets météorologiques défavorables. Au niveau des stocks, elle table cependant sur un recul à 1,95 million de tonnes d’ici la fin de cette année contre 2,29 millions de tonnes en 2023. Déjà à la fin du mois de novembre 2023, les réserves avaient chuté pour la première fois en 7 mois atteignant 2,42 millions de tonnes avec le recul important de la production liée au phénomène climatique. En l’Indonésie, l’Association de l’huile de palme (GAPKI) prévoit déjà une chute de production par rapport à 2023 dans une proportion qui dépendra de l’intensité d’El Niño. L’année dernière, le pays s’attendait à une production en hausse d’un million de tonnes à 46,7 millions de tonnes. En 2024, les politiques relatives aux biocarburants demeureront un important facteur sur le marché des huiles végétales.

Déjà environ 15 % de la production mondiale d’huile végétale est transformée en biodiesel et les changements de régulation se répercutent sur l’ensemble du secteur.

Les biocarburants

En Indonésie, l’obligation d’incorporation de l’huile de palme dans le biodiesel à un mélange de 35% (mandat 35) appliquée depuis le 1er février 2023 devrait encore être en vigueur en 2024 soutenant la consommation intérieure et limitant les exportations sur le marché mondial. En 2023, l’industrie indonésienne des biocarburants avait indiqué que sa consommation d’huile de palme passerait de 9,6 millions de tonnes à 11,4 millions de tonnes d’huile de palme en raison de la mesure, soit 50 % de l’utilisation totale de l’oléagineux dans le pays. Du côté du Brésil, le Conseil de la politique énergétique (CNPE) a décidé le 12 décembre dernier d’augmenter le mélange obligatoire de biodiesel dans le diesel à 13 % à partir d’avril 2024 contre 12 % actuellement.

POUR LE CONTRAT MINES CONTRE INFRASTRUCTURES

La RDC a négocié un financement chinois de 7 milliards \$

La renégociation du contrat « mines contre infrastructures » signé en 2008 avec la Chine fait partie depuis plusieurs mois des priorités du gouvernement en RDC. Élu pour un deuxième mandat fin décembre 2023, le président Félix Tshisekedi a abordé le sujet lors de son discours d’investiture. Dans le cadre de la renégociation du contrat « mines contre infrastructures » avec la

Chine, la RDC obtiendra prochainement une enveloppe financière « qui devrait atteindre un montant global de 7 milliards de dollars américains ». C’est l’annonce faite le 20 janvier par le président réélu Félix Tshisekedi (photo), à l’occasion de son discours d’investiture à Kinshasa. Cette annonce intervient plusieurs mois après la première visite d’État du président congolais en Chine. Cette ren-

contre avec son homologue Xi Jinping a permis à M. Tshisekedi de présenter les revendications de Kinshasa qui estime que la mise en œuvre de l’accord de 6 milliards \$ signé en 2008 lui a été largement défavorable. Selon un rapport de l’Inspection générale des Finances, la partie chinoise a seulement investi 822 millions de dollars dans les infrastructures, alors que les entreprises chinoises ont engrangé

10 milliards de dollars de profits. Peu de détails sont pour l’heure disponibles sur l’accord obtenu finalement avec Pékin et ses entreprises, mais le président congolais a indiqué dans son discours que les fonds serviraient au désenclavement de la RDC. Pour rappel, le contrat de 2008 prévoyait 3 milliards pour des hôpitaux, routes et chemins de fer.

MADAGASCAR

Orange devient le premier opérateur télécoms à acquérir une licence globale pour 30 millions d’euros

A Madagascar, la licence globale des télécommunications a été introduite par le gouvernement en avril 2023. Elle fait partie des moyens mis en œuvre par l’exécutif pour assurer la libéralisation complète du secteur des TIC. La société télécoms Orange Madagascar a acquis en décembre dernier une licence globale auprès de l’Etat malgache pour un coût de 30 millions d’euros. C’est ce qu’a révélé Tahina Razafindralo (photo), ministre du Développement numérique, des Postes et des Télécommunications, le vendredi 19 janvier. La nouvelle licence est valide pour 15 ans. Elle donne à la société le droit d’œuvrer sur tous les segments du marché télécoms malgache à l’instar de l’opérateur historique Telma. La société pourra désormais « offrir sur les marchés de gros et de détail, tous les services de télécommunications, de revente de capacités et de location d’infrastructures pour tous types de services, sur tous types de support, que ce soit le cuivre, la radio, la fibre ou le satellite, et dans toutes les modalités, fixe, portable ou mobile ».

La licence globale attribuée à Orange a été créée en avril 2023 dans le cadre de la politique de libéralisation totale du secteur des nouvelles technologies de l’information et de la communication mise en œuvre par le gouvernement malgache. L’initiative vise notamment à supprimer les verrous et inciter des investissements dans tous les segments du secteur. Elle vise également à favoriser une meilleure concurrence et à réduire les prix à la consommation.

L’acquisition de la licence globale d’Orange élargit son champ d’action et lui donne plus de moyens pour renforcer sa compétitivité. Cela devrait faciliter la modernisation, l’amélioration de la qualité et de la couverture du réseau, sans oublier le déploiement de nouveaux services. Cela devrait également garantir une augmentation des revenus.

POUR DÉVELOPPER LE SECTEUR AFRICAIN DE L’ÉNERGIE

345 milliards de dollars ont été mobilisés de 2012 à 2021

Selon l’AIE, l’IRENA et la Banque mondiale, plus de 80 % de la population mondiale n’ayant pas accès à l’électricité vit en Afrique. Une situation à laquelle essayent de répondre les partenaires financiers des pays de la région. D’après un rapport publié par la Fondation Carnegie pour la paix internationale, les institutions de financement public provenant du G20 et le secteur privé ont mobilisé 345,76 milliards de dollars pour des initiatives énergétiques en Afrique entre 2012 et 2021. Cela correspond à une moyenne annuelle de 35 milliards de dollars destinés aux projets énergétiques sur le

continent. Dans l’ordre, les projets de gaz naturel et de gaz naturel liquéfié ont capté 83,51 milliards de dollars. Ils sont suivis des projets de combustibles fossiles mixtes qui ont attiré 60,04 milliards de dollars, des projets solaires avec 37,52 milliards de dollars, des projets pétroliers avec 27,98 milliards de dollars, nucléaires (26,14 milliards de dollars), ou encore hydroélectriques (25,77 milliards de dollars). Il faut savoir que les projets qui couvrent le développement de lignes de transmission et de distribution avec des sources d’énergie mixtes ou indéterminées, des batteries,

de l’hydrogène et d’autres formes d’énergie représentent une part de 47,67 milliards de dollars. De plus, suite aux critiques vis-à-vis du charbon, devenues de plus en plus acerbes, le document a constaté une diminution importante des allocations à ce dernier et au pétrole après 2018. Pendant ce temps, les projets de gaz et de GNL, de combustibles fossiles mixtes, solaires et hydroélectriques ont maintenu une stabilité relative dans leur financement. Par ailleurs, le rapport note une répartition assez inégale des financements de l’énergie en Afrique durant la période étudiée. En

l’occurrence, 10 pays ont concentré 77 % de l’enveloppe. Il s’agit, notamment dans l’ordre décroissant de l’Égypte, du Mozambique, du Nigeria, de l’Afrique du Sud, de l’Angola ou encore du Maroc. En outre, dix bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux ont contribué à hauteur de 283,84 milliards de dollars, soit 82 %, la Chine occupant la première place, suivie par le groupe de la Banque mondiale. Toutefois, ces financements restent largement en dessous des 700 milliards de dollars nécessaires en 10 ans pour développer le secteur et favoriser l’accès à l’énergie pour tous, selon la Standard Bank.

POINT-MARCHÉS

L’Europe ouvre dispersée, la prudence revient

Les Bourses européennes ont ouvert sur une note hésitante mardi à l'ouverture, les investisseurs faisant montre de prudence avant une salve d'évènements cruciaux pour les économies développées.

À Paris, le CAC 40 décline de 0,15% à 7.401,8 points vers 08h37 GMT. À Francfort, le Dax s'affiche sans direction marquée, comme le FTSE, à Londres. L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 est hésitant, l'EuroStoxx 50 recule de 0,23% et le Stoxx 600 de 0,16%. Les futures sur indices new-yorkais suggèrent une ouverture de Wall Street mitigée, le Dow Jones et le Standard & Poor's 500 ne montrant pas de direction marquée, tandis que le Nasdaq cède 0,11%. Après plusieurs jours de net optimisme sur les marchés, avec un record du S&P à

la clé, le climat est désormais à l'attentisme. Le principal évènement attendu mardi, la réunion de politique monétaire de la Banque du Japon, s'est terminée sans surprise, la banque centrale ayant maintenu sa posture ultra-accommodante. L'attention se porte désormais sur la succession d'indicateurs et de rendez-vous de politique monétaire qui attendent les marchés dans les prochains jours. Mercredi seront publiés les indicateurs d'activité PMI en zone euro, tandis que la Banque centrale européenne annoncera sa décision sur ses taux jeudi. Le PIB

américain au quatrième trimestre sera également publié jeudi, suivi vendredi par l'inflation PCE outre-Atlantique. La Réserve fédérale rendra sa décision de politique monétaire le 31 janvier, et la Banque d'Angleterre, le 1er février. Aux valeurs, HelloFresh gagne 5,78%, parmi les plus fortes performances du

Stoxx 600, après que Morgan Stanley a relevé sa recommandation de "pondération en ligne" à "surpondérer". Logitech International a fait état mardi d'une baisse de 1% de son chiffre d'affaires au troisième trimestre et recule de 5,22%, parmi les pires performances du Stoxx 600.

La Bourse de Paris immobile avant la BCE

Après une ouverture en hausse, la Bourse de Paris évolue autour de l'équilibre mardi matin, en l'absence d'actualité notable en Europe et en attendant la réunion de la Banque centrale européenne de jeudi. L'indice vedette CAC 40 cédait 0,10%, soit 7,29 points, à 7405,42 points vers 09h30 (08h30 GMT). Lundi, il a progressé de 0,56%, poursuivant la tendance haussière de la fin de semaine dernière dans le sillage de Wall Street. Pour la cote parisienne, les principaux événements de la semaine sont attendus jeudi, avec la réunion de la Banque centrale européenne (BCE) et les résultats annuels du géant du luxe LVMH. «Compte tenu du degré élevé d'incertitude entourant les perspectives de croissance et d'inflation, le résultat le plus probable de la réunion de la BCE sera de souligner la dépendance à l'égard des données et de donner quelques indications sur les conditions potentielles d'une baisse des taux, sans s'engager à l'avance sur quoi

que ce soit», estime John Plassard, spécialiste de l'investissement chez Mirabaud. Relancer des marchés anémiques Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt de l'emprunt de l'Etat français à dix ans s'établissait à 2,81%, contre 2,78% à la clôture de lundi. Mardi, les investisseurs devront se contenter des annonces venues d'Asie. La Bourse de Hong Kong a bondi de 2,6%, après l'annonce de mesures de soutien de Pékin aux marchés. Selon des médias chinois, le Premier ministre Li Qiang a promis des mesures plus «énergiques» pour relancer des marchés anémiques dans un contexte d'essoufflement de la croissance. Selon l'agence financière Bloomberg, Pékin envisage d'injecter près de 280 milliards de dollars, notamment en provenance de comptes à l'étranger détenus par des sociétés publiques. Avant ce rebond, la Bourse de Hong Kong avait perdu plus de 12% depuis le début de l'année, sur fond de crainte

d'un soutien insuffisant à l'activité économique, dont la croissance a été l'an passé la plus faible depuis 1990 hors pandémie. «En réalité, les investisseurs ont délaissé les actions chinoises en raison de la répression féroce exercée par le gouvernement à l'encontre des entreprises chinoises les plus appréciées», estime Ipek Ozkardeskaya, analyste de Swissquote Bank, pour qui «un soutien financier massif» est nécessaire pour «faire revenir les investisseurs». Par ailleurs, la Banque du Japon (BoJ) a laissé mardi inchangé sa politique monétaire ultra-accommodante, alors que l'inflation tirée par les coûts ralentit dans le pays et que les hausses de salaires pour soutenir la demande restent encore insuffisantes. Ce statu quo avait été largement anticipé par les observateurs, et encore davantage après le séisme dévastateur du Nouvel An, même si un début de normalisation de la politique monétaire japonaise est attendu cette année.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 18 Janvier 2024 Valeur : 22 Janvier 2024				
BASE	DEVICES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	134.5413	134.5563
1	EUR	EURO	146.4617	146.5049
1	GBP	POUND STERLING	170.8027	170.8651
100	JPY	JAPANESE YEN	91.0108	91.0271
1	CNY	CHINESE YUAN	18.6959	18.6985
1	CHF	SWISS FRANC	155.5750	155.6104
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	99.6971	99.7378
1	DKK	DANISH KRONE	19.6388	19.6438
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.8809	12.8856
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.8121	12.8182
1	AED	UAE DIRHAM	36.6238	36.6379
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.8700	35.8788
1	KWD	KUWAITI DINAR	437.1062	437.2970
1	TND	TUNISIAN DINAR	42.9944	43.4265
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.4719	13.4734
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.8663	28.0086
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.5424	3.5428
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	179.0542	179.0542

ELLE DÉPASSE CELLE DE HONG KONG

La bourse indienne devient la 4^e mondiale

La bourse indienne a dépassé celle de Hong Kong par sa capitalisation, devenant la quatrième place mondiale, une étape qui souligne l'optimisme croissant des investisseurs mondiaux pour les perspectives économiques de l'Inde, selon des données publiées mardi par l'agence Bloomberg. La valeur totale de la capitalisation des entreprises cotées à la bourse

indienne a atteint 4300 milliards de dollars lundi, juste au-dessus des 4290 milliards de capitalisation boursière à Hong Kong. Ce changement dans la hiérarchie mondiale intervient après une année boursière exceptionnelle en Inde en 2023, alimentée par la participation accrue des investisseurs particuliers, une forte croissance économique et une

augmentation des liquidités. En 2023, l'indice Nifty des 50 valeurs vedettes de la bourse indienne a pris 20%, sa huitième année de hausse consécutive. L'indice Hang Seng de Hong Kong où sont cotés de nombreux fleurons chinois a perdu 14%. Pour le marché de Hong Kong, c'est la quatrième année consécutive de pertes, les gestionnaires de

fonds ayant retiré des milliards de dollars en raison des inquiétudes pour le ralentissement économique de la Chine. Ces deux dernières années, la pression politique s'est également accrue sur les investisseurs américains pour qu'ils réduisent leur exposition aux entreprises chinoises. «Nous pensons que l'Inde offre parmi les opportunités les plus in-

téressantes à long terme», estimait dans une récente note Rashmi Gupta, gestionnaire de portefeuille chez JP Morgan Private Bank. De son point de vue, l'Inde cumule plusieurs atouts : soutien politique «significatif» en faveur de la croissance, «dynamique démographique unique» et «potentiel de croissance économique et de bénéfices supérieur».

APRÈS LE STATU QUO MONÉTAIRE DE LA BOJ

La Bourse de Tokyo cale

Après un démarrage à la hausse, la Bourse de Tokyo a terminé mardi en léger repli, lestée par des prises de bénéfices après les déclarations de la Banque du Japon (BoJ), qui a maintenu sa politique monétaire ultra-accommodante tout en livrant un message ambigu. L'indice vedette Nikkei a cédé 0,08% à 36.517,57 points et l'indice élargi Topix a reculé de 0,11% à 2542,07 points. La BoJ a laissé inchangée mardi sa politique monétaire ultra-accommodante, alors que l'inflation tirée par les coûts ralentit dans le pays et que les hausses de salaires pour

soutenir la demande restent encore insuffisantes. «Cette décision largement conforme aux attentes avait déjà été prise en compte par le marché, et les craintes de surchauffe à court terme ont pesé», ainsi que des prises de bénéfices, en attendant la conférence de presse du gouverneur de la BoJ Kazuo Ueda dans l'après-midi, selon une note de IwaiCosmo Securities. Beaucoup d'analystes attendent en effet des éclaircissements de la BoJ, qui a laissé entendre mardi qu'elle était de plus en plus confiante concernant son objectif d'atteindre à terme une inflation stable autour de 2%,

tout en maintenant sa politique monétaire ultra-accommodante pour le moment. À Hong Kong, l'indice Hang Seng bondissait de 3% vers 06h45 GMT après que le Premier ministre chinois Li Qiang a promis selon des médias des mesures plus «énergiques» pour relancer les marchés financiers anémiques en Chine dans un contexte d'essoufflement de la croissance du pays. Sony (-0,7%) a annoncé lundi après la clôture avoir renoncé au projet de fusion en Inde entre sa filiale locale et le géant indien des médias Zee Entertainment Enterprises, qui aurait permis de créer un mastodonte du

divertissement dans le pays, capable de rivaliser avec les leaders du streaming et valorisé autour de 10 milliards de dollars. Cette conclusion amère après deux années marquées par des négociations tendues entre les deux parties n'aura cependant pas d'impact sur les prévisions annuelles de Sony pour l'exercice qui se terminera le 31 mars, a assuré le groupe. L'action Zee dévissait-elle de plus de 25% mardi à la Bourse de Bombay, l'enterrement du projet de fusion avec Sony laissant le conglomérat indien très vulnérable face à ses concurrents locaux.

FACE À LA COLÈRE DES AGRICULTEURS

L’Union européenne sous pression

Une réunion est prévue mardi à Bruxelles, avant le lancement jeudi d’un «dialogue stratégique» destiné à désamorcer la crise.

Importations d'Ukraine, coût du carburant, normes écologiques... À quelques mois des élections de juin, la colère des agriculteurs s'invite mardi à une réunion des ministres européens du secteur, avant le lancement jeudi par Bruxelles d'un «dialogue stratégique» destiné à désamorcer leurs griefs. La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen avait promis une telle initiative dès septembre, assurant qu'agriculture et protection de la nature pouvaient «aller de pair». Le rendez-vous survient au moment où, entre blocages d'autoroutes et défilés de tracteurs, les mouvements de protestation touchent la France, l'Allemagne, la Roumanie ou la Pologne, après les Pays-Bas. Une «initiative bienvenue, mais tardive», a réagi le Copa-Cogeca, l'organisation des syndicats agricoles majoritaires européens, regrettant que les questions couvertes «restent floues». L'enjeu agricole est explosif avant les élections européennes: les sondages prédisent une poussée de l'extrême droite et des nationalistes, qui s'emparent du sujet. Objectif affiché de la réunion de jeudi ? «Dépasser le clivage dans les débats sur la transition écologique» au cœur des textes législatifs du Pacte vert de l'UE. Au programme : revenus des agriculteurs, durabilité des pratiques, inno-

vation technologique, compétitivité. «L'idée est de forger une vision commune de l'avenir» en «s'assurant que les agriculteurs sont récompensés pour leur contribution aux objectifs environnementaux», résume Olof Gill, porte-parole de l'exécutif européen. Organisations agricoles, mais aussi secteur agro-alimentaire, ONG et experts ont reçu la semaine dernière leur invitation pour participer à cette première rencontre sous la présidence d'un universitaire allemand. Les produits agricoles ukrainiens en discussion Si les récentes manifestations évoquent des facteurs nationaux divers (fin des subventions au gazole en Allemagne, par exemple), les secousses se sont multipliées partout: épisodes climatiques extrêmes (sécheresse, inondations), grippe aviaire, flambée des prix de l'énergie... Autre sujet clivant : l'afflux de produits agricoles ukrainiens dans l'UE depuis la levée des droits de douane en 2022. Bruxelles doit se prononcer sous peu sur sa reconduction en juin, avec de probables mécanismes «de sauvegarde». Au-delà des cultivateurs polonais et roumains, les organisations agricoles appellent à restreindre ces importations (céréales, volailles, sucre...) accusées de plomber les prix - en écho aux critiques récurrentes sur les accords de libre-échange négociés par Bruxelles.

Surtout, s'exprime de façon diffuse une «exaspération» commune face à une «surchauffe réglementaire», estime Christiane Lambert, présidente du Copa. La Politique agricole commune (PAC), premier poste du budget européen, a renforcé les obligations environnementales (jachères, haies...), et depuis «la machine réglementaire fonctionne à plein régime, ignorant le contexte géopolitique, climatique, économique», s'alarme son organisation. Dans son viseur : la loi de «restauration de la nature» promouvant la réparation d'écosystèmes agricoles dégradés (tourbières...) - pourtant largement édulcorée après une violente bataille menée par la droite au Parlement européen. Un autre texte encadrant les émissions polluantes des gros élevages épargnera finalement les élevages bovins, mais concernera porcs et volailles. Les eurodéputés ont en revanche rejeté une législation réduisant l'usage des pesticides. Face à la résistance croissante des agriculteurs - et des élus conservateurs -, la Commission a donné des gages, proposant d'assouplir la protection des loups et renonçant à un projet d'étiquetage nutritionnel. De plus, Bruxelles a ouvert en juin à l'ensemble des Vingt-Sept sa «réserve de crise» agricole au montant relevé.

LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

« La détresse des microemprunteurs, ignorés par les bailleurs de fonds »

Alors que le surendettement des emprunteurs de micro-crédit explose, les institutions internationales continuent de privilégier cet outil, s'inquiète Julien Bouissou, économiste. Au Cambodge, l'ONG Equitable Cambodia et l'organisation de défense des droits humains Licadho s'inquiètent des ravages de la microfinance. Elles ont relevé, dans un rapport publié à l'été 2022, que 167 000 habitants surendettés avaient dû vendre leurs terres au cours de ces

cinq dernières années pour rembourser leurs emprunts, souvent après avoir subi des intimidations de leurs créanciers. L'encours des prêts dans le secteur atteignait les 16 milliards de dollars (14,88 milliards d'euros) en mars 2023, soit près de la moitié du produit intérieur brut annuel du pays. Au Pakistan, les derniers chiffres publiés par la banque centrale montrent que les pertes cumulées des institutions de microfinance ont quasi doublé entre 2021 et 2022, passant de 8 milliards à 17 milliards

de roupies (30 millions et 72 millions d'euros à l'époque). En juillet 2023, le Fonds monétaire international avait annoncé qu'il « poursuivrait ses efforts pour éliminer les poches de vulnérabilité » de ce secteur au Pakistan, quitte à mettre en œuvre « la sortie ordonnée du marché des institutions non viables ». Il y a de bonnes raisons de s'inquiéter. D'abord, la hausse mondiale des taux d'intérêt renchérit le coût de ces prêts. En Ethiopie, il a atteint 26 %, le seuil plafond fixé par la banque centrale. Or,

dans des pays étouffés par la dette publique et contraints de réduire leurs dépenses sociales, le recours à la microfinance est parfois la seule option pour se nourrir ou se soigner. Entre 2020 et 2023, 165 millions d'habitants de la planète sont tombés sous le seuil de pauvreté. L'inflation galopante pèse sur l'activité des entrepreneurs du secteur informel et complique leur capacité à rembourser. Les microemprunteurs se retrouvent dans la détresse, mais sont ignorés par les bailleurs de fonds.

MER BALTIQUE

La Russie accuse l’Ukraine d’être à l’origine d’un incendie sur un terminal gazier près de Saint-Pétersbourg

Moscou accuse l'Ukraine d'avoir frappé un terminal gazier dimanche dernier, près de Saint-Pétersbourg, situé pourtant à 900 km de la frontière ukrainienne. Ces derniers mois, l'Ukraine multiplie les frappes en territoire ennemi. L'Ukraine s'aventure de plus en plus loin en territoire adverse. Ce lundi, le Kremlin a accusé l'Ukraine d'avoir frappé le terminal gazier du port d'Oust-Louga, près de Saint-Pétersbourg, sur la rive russe de la mer Baltique, soit à quelque 900 km de la frontière ukrainienne, la veille. Dans les faits, un incendie conséquent s'est déclaré dans ce terminal géré par l'entreprise Novatek.

« Le régime de Kiev continue de montrer son visage bestial en frappant des sites d'infrastructure civile », a fustigé à la presse le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov. « Le ministère russe de la Défense, les systèmes de défense aérienne (...) font tout le nécessaire pour empêcher de telles attaques terroristes », a-t-il ensuite rétorqué. De son côté, l'entreprise a précisé que l'incident a été provoqué par un « facteur externe », sans donner plus de précisions. Ces derniers jours, l'Ukraine a procédé à des attaques contre des dépôts pétroliers. Rien que la semaine dernière, elle a revendiqué l'attaque contre un dépôt pétrolier dans la région frontalière

russe de Briansk. Elle avait déjà reconnu une attaque contre un dépôt pétrolier dans la région de Leningrad, dans le nord-ouest de la Russie, à près de 1.000 km de la frontière entre les deux pays. La Russie et l'Ukraine se sont accusées mutuellement de multiplier les frappes touchant des zones résidentielles ces deux derniers mois. Et ce, alors que la ligne de front est en grande partie gelée. Dmitri Peskov a ainsi accusé l'Ukraine d'avoir bombardé dimanche la ville de Donetsk, sous contrôle russe dans l'est ukrainien, « un acte de terrorisme monstrueux », a-t-il qualifié, qui a fait 27 morts. Ce bombardement particulièrement meurtrier a frappé dimanche un mar-

ché à l'heure d'affluence, selon les autorités locales mises en place par Moscou. Le bilan du bombardement à Donetsk est l'un des pires sur le sol russe annoncés depuis le début de la guerre lancée par la Russie contre l'Ukraine en février 2022. Une attaque qui passe mal du côté de la Russie. Le ministère russe des Affaires étrangères a dénoncé « un acte terroriste barbare contre la population civile », effectué selon lui, à l'aide de « six » salves d'artillerie tirées depuis Avdiïvka, épicentre des combats et encore sous contrôle de Kiev. Moscou compte mettre cette frappe au programme des discussions à New York à l'ONU du chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, à partir de lundi.

CRYPTOMONNAIES

Avec le dépôt de bilan de Terraform Labs, l’industrie termine son nettoyage

Deux ans après l'effondrement de sa cryptomonnaie, la société Terraform Labs a déposé le bilan aux Etats-Unis, dimanche. La fin d'un long feuilleton qui a plongé le secteur dans la tourmente. Ces derniers mois, tous les acteurs affiliés à des scandales liés aux cryptomonnaies ont été traduits devant la justice. Voilà une nouvelle qui va alléger la réputation des cryptomonnaies, ces actifs numériques échangés sur une blockchain. Selon des documents judiciaires déposés dimanche, le fondateur sud-coréen de la cryptomonnaie Terra a déposé le bilan de sa société Terraform Labs aux Etats-Unis. Ce nom qui ne parle pas à beaucoup de monde est cependant bien connu dans l'industrie crypto puisqu'il est à l'origine de l'effondrement des cours de la quasi-totalité de ces actifs numériques à partir de l'été 2022. TerraUSD était en effet l'un des trois principaux stablecoins (des crypto-actifs répliquant le cours des monnaies comme le dollar) avant que ce dernier ne s'effondre en mai 2022 suite à une faille dans son système de réplication .

AUDI

5 bides qui n'ont PAS marqué l'histoire de la marque aux anneaux

Audi 50 (1974-1978)



A l'origine, l'Audi 50 connue en interne sous le code Typ 86 – NSU K 50 devait remplacer la NSU Prinz. Puis six mois après son lancement, sa jumelle au logo près, la Volkswagen Polo première du nom vient lui compliquer la tâche. A l'époque la politique du groupe VAG était de favoriser chez Audi les grands gabarits et de laisser les petits dans la gamme Volkswagen. En quatre années au catalogue, l'Audi 50 ne fut produite qu'à 180 828 unités.

Audi A1 Sportback (depuis 2019)



Nous vous le disions plus haut, les petits gabarits ne sont pas une spécialité d'Audi, pour autant la première mouture de l'A1, celle de type 8X commercialisée de 2010 à 2018 a pourtant connu le succès. Proposée en trois portes (Audi A1) comme en 5 portes (Audi A1 Sportback), elle reçoit en 2010, le titre de voiture la plus excitante de

La marque aux anneaux aura mis le temps avant de s'imposer dans la sphère premium. Aujourd'hui, ses sportives, ses limousines et ses SUV classiques ou bien coupés sont à la hauteur d'une concurrence qui s'y est établie bien avant elle. Pourtant, quelques échecs émaillent l'histoire d'Audi. Les voici.



l'année, outre Manche par le magazine What Car ? La seconde génération, de type GB arrivée en 2019 ne connaîtra pas le même succès. Serait-ce parce que la marque aux anneaux impactée par le dieselgate a dû réduire la voilure. Pas de versions quattro, pas de trois portes, encore moins d'Audi S1, ont laissé la clientèle un peu sur sa faim. La variante au look de baroudeur Audi City Carver (photo ci-dessus) fut renommée en cours de carrière Audi A1 allstreet. En tout cas, Audi l'a d'ores et déjà promis, il n'y aura pas de troisième opus au programme.

Audi R8 V10 TDI et Audi R8 e-tron (2008 & 2015)

La supercar d'Audi emprunte beaucoup à la Lamborghini Gallardo, sa carrière est une réussite

en moteur V8 comme avec le V10 de l'italienne. Néanmoins, la marque premium du groupe Volkswagen dont le slogan est l'avance par la technologie n'a pu s'empêcher de faire du zèle en tentant, avec elle, deux hypothèses à contre courant. La première fut celle d'une Audi R8 à moteur V12 TDI, un concept très abouti fut présenté au salon de Detroit en janvier 2008.

Une supercar animée par un gros moteur 6 litres turbo diesel fort de 500 ch - disponible sous le capot de l'Audi Q7 - disposant d'une boîte de vitesses manuelle (fragile...) associée à la transmission intégrale quattro. Un attelage qui promettait à l'époque un 0 à 100 km/h expédié en 4,2 s. Une sorte de version de série de l'Audi R8 TDI des 24 Heures du Mans.

Autre élucubration autour de

l'Audi R8 première du nom, une version électrique qui est arrivée trop tôt, après un concept car dévoilé en 2012 (photo ci-dessus) arriver en série en 2015. Baptisée Audi R8 e-tron, elle cumulait deux machines électriques d'une puissance globale de 462 ch. La fiche technique indiquait un 0 à 100 km/h réalisé en 3,9 s, une autonomie de 450 km et une recharge des batteries en deux heures. En 2016, la marque aux anneaux stoppe en toute discrétion la commercialisation de son R8 e-tron après seulement 100 unités écoulées.

Audi V8 (1988-1994)



Dans les années 1980, Audi peaufine sa montée en gamme en direction des Mercedes Classe S et BMW Série 7. La généalogie de la première remonte à au modèle de type W116 lancé en 1972 - on peut même considérer les W108 datant de 1966 - et pour la seconde il s'agit de la E23 lancée en 1977. Pour Audi tout est à construire. Les ingénieurs de la marque d'Ingolstadt prennent pour base l'Audi 200 lancée en 1979 qui n'est elle-même qu'une Audi 100 modifiée, la grande nouveauté se trouve sous le capot, sous la forme d'un bloc V8 3.6 litres qui distille une puissance de 250 ch avant d'être réalisé à 4,2 litres fort de 280 ch. Elle inaugure aussi l'association entre une boîte de vitesse automatique à 4 rapports et une transmission intégrale. Pour autant,

comparée aux Mercedes Classe S 500 et BMW 735i contemporaines, ses performances sont apparues comme fades. La version longue (photo ci-dessus) manquait de finesse notamment en raison des ses portes arrière trop courtes. En 6 ans de carrière, elle n'aura convaincu que 21 293 clients principalement nord-Américains. Mais son héritière, l'Audi A8 de type D2 avec son châssis en aluminium prendra une belle revanche.

Audi A2 (2000-2005)



Au passage du nouveau millénaire, la marque aux anneaux se lance sur un segment inédit pour elle, celui des petits monospaces. L'Audi A2 d'un format de 3,83 m de long recèle une conception en aluminium, matériaux noble et léger qui compose tant sa structure de caisse que sa carrosserie. Au départ, l'idée était bonne, ce gain de poids permettant l'installation de petits moteurs 1.2 et 1.4 TDI de 61 à 90 ch et 1.4 et 1.6 FSI essence de 75 à 110 ch à l'appétit mesuré associé à une ligne aérodynamique limitait la consommation de l'auto. Un engin vertueux avant l'heure.

Mais l'auto souffrait d'un prix élevé en raison des coûts de production onéreux, l'achat de l'aluminium et les procédés spécifiques d'emboutissage, de soudure comme de peinture de ce matériau n'ont pas aidé. L'Audi A2 ne fut produite qu'à 176 205 exemplaires.

C'EST VRAIMENT À LA PORTÉE DE TOUS

Voilà comment retaper les phares abîmés



Vos phares avant sont ternes et vous craignez de ne pas passer le contrôle technique ? Il existe des solutions simples, réalisables à la maison et sans outillage bien cher. Avec le temps, le polycarbonate protégeant les feux avant

(principalement) se ternit et donne cet aspect légèrement opaque sur vos phares. Une dégradation naturelle due à l'humidité, aux UV et aux conditions extérieures qu'il est presque impossible d'éviter. Mais plutôt que de changer tout votre bloc optique, pourquoi ne

pas les retaper vous-même ? Le budget pour les récupérer est très faible et il n'y a pas de compétence particulière à avoir. L'huile de coude, une perceuse sur batterie et un peu de polish légèrement abrasif feront l'affaire.

Les précautions à prendre :

- Toujours poncer à l'eau, éviter à sec
- Bien couvrir avec du scotch épais la carrosserie autour du phares (pour ne pas venir poncer accidentellement la peinture...)
- Prendre son temps, et bien s'appliquer sur le ponçage qui est une phase primordiale
- Bien sécher les phares avant le passage du traitement anti-UV
- Eviter de travailler dans un environnement poussiéreux ou trop sale (extérieur, conditions venteuses....)

Evidemment, la technique qui suit ne concernera pas les phares trop abîmés, qui nécessitent carrément un démontage complet de la lunette pour la traiter aussi à l'intérieur, puis un remontage avec un mastic. Cela ne concerne pas non plus les phares qui ont de très profondes entailles ou sont entaillés. Pour les autres, il vous faudra des papiers de ponçage à grain très fin, un plateau de support pour le polish et éventuellement un petit tube de traitement anti-UV. L'idée est de poncer le phare à l'eau (c'est important de toujours avoir le papier à poncer imbibé) du

plus gros au plus fin des grains. Vous pouvez utiliser un support à fixer sur votre visseuse pour placer les disques de ponçage, mais vous pouvez tout aussi bien poncer directement à la main.

Le premier passage permet de se débarrasser des rayures et marques grossières, puis le grain suivant permet de corriger le premier passage. Ainsi de suite, jusqu'à avoir un dernier ponçage de traitement hyper fin avant le passage du polish. Vous pouvez par exemple aller graduellement du 800 au 3000 en faisant 5 ou 6 étapes intermédiaires. Evitez de démarrer trop bas en grain de premier ponçage, sauf s'il faut rattraper des aspérités grossières.

De plus en plus fin, avant le polish

A la fin, il suffit de sécher et de nettoyer le phare avant le passage du polish. Si vous n'avez pas de lustreuse, un simple plateau coûtant quelques euros peut se fixer sur une visseuse/perceuse à batterie. Là dessus, vous appliquez votre polish et faites des passages réguliers. Alternez les sens de passage (horizontal, puis vertical...) pour mieux répartir l'action de l'efface rayures. A la fin, un coup de chiffon sur des feux tout neufs et un traitement céramique ou anti-UV pour retarder l'action de mère nature sur vos feux, et vous êtes bon pour une nouvelle période de tranquillité.

VIE PRIVÉE VS SÉCURITÉ NATIONALE

Comment lutter contre les dérives de la surveillance de masse

Dans un monde où la technologie évolue à un rythme effréné, impossible d'échapper au dilemme cornélien qui oppose sécurité nationale et respect de la vie privée

Tous deux piliers de nos sociétés démocratiques, sécurité nationale et respect de la vie privée individuelle apparaissent de plus en plus incompatibles au regard des politiques de surveillance toujours plus intrusives mises en place par les États. Pour autant, ces deux concepts peuvent tout à fait cohabiter. À condition toutefois que les populations prennent conscience des dérives gouvernementales et transforment leur manière d'appréhender le web et les télécommunications.

Sécurité nationale et vie privée : protéger, oui, espionner, non merci

Qu'on se le dise, dans son sens originel, la sécurité nationale n'est pas un gros mot. Il s'agit même d'un devoir capital pour tout État souverain qui s'engage à protéger ses citoyens et citoyennes contre le terrorisme, la pédocriminalité, la cybercriminalité, et de toute autre forme de criminalité organisée de manière générale. Des objectifs premiers louables et indispensables, qui doivent permettre de maintenir la paix, la sécurité des individus ainsi que le bon fonctionnement des institutions et infrastructures démocratiques. Dans cette configuration, les gouvernements et les alliances de renseignement internationales, telles que les coalitions 5/9/14 Eyes, jouent un rôle clé en collectant, partageant et analysant les informations utiles et nécessaires pour contrer ces menaces, à l'échelle nationale et internationale. Malgré tout, et l'histoire l'a démontré à plusieurs reprises, cet impératif de sécurité a tôt fait d'entraîner des excès. Sous couvert de protection nationale, les pratiques à l'œuvre tendent aujourd'hui à dériver vers une forme d'espionnage massif, intrusif et disproportionné. C'est ainsi que les programmes de surveillance étatique, souvent justifiés par la nécessité de lutter contre des menaces graves, peuvent finir par enfreindre les libertés civiles et le droit à la vie privée, valeurs fondamentales dans toute société démocratique.

Une situation exacerbée par la capacité croissante des technologies de surveillance de collecter, stocker et analyser d'énormes quantités de données. Les techniques modernes de surveillance électronique permettent aux agences de renseignement de suivre les communications et les mouvements des individus à une échelle sans commune mesure. Et si ces outils permettent de prévenir et d'enquêter efficacement sur des activités criminelles, il ne faut pas oublier qu'ils soulèvent des questions éthiques et légales majeures lorsqu'ils sont utilisés sans garde-fous adéquats.

La solution résiderait donc dans la recherche d'un équilibre délicat entre les impératifs de sécurité nationale et le respect inaliénable des droits individuels. Il est crucial que les mesures prises pour protéger les citoyens et citoyennes ne se transforment pas en instruments de contrôle abusifs. Cet équilibre implique à la fois une transparence accrue de la part des gouvernements et des services de renseignement, un contrôle judiciaire rigoureux et une prise de conscience publique sur l'importance des droits à la vie privée et à la liberté d'expression. Sans parade solide, le risque de voir des intentions

initialement bienveillantes se transformer en outils de surveillance étatique oppressive, menaçant les fondements mêmes de la démocratie, devient tangible.

Les signaux d'alerte sont là : restons vigilants

Si, aujourd'hui, la sécurité nationale flaire bon l'oppression et l'autoritarisme, c'est en partie grâce aux révélations d'Edward Snowden. En 2013, le lanceur d'alerte fait publiquement lumière sur une réalité alarmante : la surveillance de masse américaine et britannique orchestrée par la CIA et la NSA. Phénomène autrefois relégué aux dystopies littéraires, il est aujourd'hui devenu

sont constamment épiées sans raison valable. Un principe de précaution poussé à l'extrême, qui soulève de sérieux enjeux concernant la place de la liberté et de l'autonomie dans un monde où nos moindres faits et gestes peuvent être tracés, analysés et utilisés contre n'importe quelle personne en simple désaccord avec des régimes de plus en plus répressifs.

La combinaison des révélations de Snowden et des avertissements d'Orwell et Damasio, entre autres artistes dits visionnaires, doit servir de catalyseur pour une prise de conscience collective. Ces alertes, quelle qu'en soit la forme, rappellent l'importance de maintenir le fragile équilibre entre les besoins effectifs de la sécurité nationale et le

toutes et tous. On pense notamment au recours au mode incognito de son navigateur, à la gestion des paramètres de vie privée en ligne (refus des cookies, installation d'un bloqueur de publicités et de trackers, utilisation d'un navigateur capable de leurrer les techniques de fingerprinting, etc.), au brouillage des pistes en se connectant à Internet à l'aide d'un réseau décentralisé comme Tor ou Freenet, aux outils de communication chiffrés de bout en bout (services mail, messageries instantanées, espaces de stockage, suites collaboratives en ligne), ou encore à la souscription d'un abonnement auprès d'un fournisseur VPN réputé pour sa politique no-log, à l'image de Proton VPN.

Basé en Suisse, Proton VPN administre une infrastructure grandissante de plus de 3 000 serveurs RAM, dont une grande partie supporte une capacité de 10 GB/s, situés dans 71 pays. Propriétaire de son infrastructure, le fournisseur renforce davantage la sécurité des connexions grâce à Secure Core, implémentée sur une centaine d'équipements. Concrètement, cette technologie opère à la manière d'un double VPN. Le trafic source est routé par un serveur spécial avant de rebondir sur le serveur sélectionné par l'internaute. Si l'on parle de serveur spécial, c'est que les équipements Secure Core sont localisés en Island, en Suède et en Suisse, respectivement dans une ancienne base militaire, un data center souterrain et un abri antiatomique. Autre particularité : tous les serveurs Secure Core sont identifiés par des adresses IP détenues et gérées par le registre Internet local de Proton.

Outre les spécificités de son parc réseau, qui lui confèrent rapidité et haute sécurité, Proton VPN met tout en œuvre pour protéger les données de trafic de manière aussi transparente que possible. Un engagement qui commence par le choix de son pays de domiciliation, la Suisse, réputée pour ses lois très strictes en faveur du respect de la vie privée des internautes.

Autre argument important : l'utilisation exclusive de protocoles de tunneling open source OpenVPN (TCP/UDP) et WireGuard, maintes fois éprouvés, aujourd'hui considérés comme stables, fiables et compatibles avec l'algorithme de chiffrement inviolable AES-256. En parallèle de ces deux technologies de confiance, Proton VPN développe son propre protocole, Stealth, disponible sur macOS, Android et iOS, capable de faire passer le trafic VPN pour du trafic HTTPS standard, et donc de contourner la censure exercée dans des territoires autoritaires comme la Russie et l'Iran. Un atout non négligeable qui permet aux dissidents locaux de poursuivre leurs actions militantes et de préserver leur intégrité numérique comme physique malgré la sévère répression en vigueur dans ces pays. S'il s'adressait en priorité aux journalistes, activistes et opposants politiques jusque récemment, Proton VPN s'est depuis ouvert au grand public en s'enrichissant de fonctionnalités additionnelles attendues. On pense à l'ajout d'équipements optimisés pour le streaming et le P2P, à son bloqueur de publicités, de trackers et de malwares NetShield, ou encore au déploiement de serveurs Tor (over VPN). Objectif : concilier sécurité des données privées, respect de l'anonymat et confort d'utilisation.



monnaie courante dans nos sociétés modernes. Une situation inquiétante rappelant les théories de George Orwell qui décrit, dans 1984, l'omniscience et l'omnipotence d'un État totalitaire exerçant un contrôle absolu sur les faits, les gestes et la vie privée de ses citoyens et citoyennes. Dans cette société, le concept de « Big Brother » symbolise la surveillance étatique constante, annihilant toute forme de liberté individuelle et de dissidence.

Même combat chez Alain Damasio qui, dans La Zone du Dehors et Les Furtifs, explore les ramifications de la surveillance de masse et met en évidence la manière dont la technologie, initialement conçue pour faciliter la vie, peut être détournée pour asservir et contrôler les populations. Dans un tel contexte, la surveillance généralisée crée un climat de peur et de méfiance, où les individus sont conscients d'être observés en permanence. Un modèle mortifère qui conduit à l'autocensure et à la perte de la spontanéité humaine. La notion d'anonymat devient alors un luxe, et la liberté d'expression est gravement compromise.

Là où le bât blesse, c'est que ces concepts fictifs trouvent un écho inquiétant dans notre réalité. Les pratiques des services de renseignement, bien souvent justifiées par le caractère indispensable de la sécurité nationale, tendent à consolider des États de surveillance généralisée, où les populations

respect indispensable des libertés civiles. Sans vigilance constante et sans volonté de défendre nos droits, nos démocraties prennent le risque de glisser vers des formes de gouvernements plus autoritaires. Qui voudrait d'un monde où la surveillance se meut en outil de contrôle social et de maintien de l'ordre plutôt qu'en moyen de protection des personnes et des libertés individuelles ?

La vie privée est un droit : revendiquez-le

Vous l'aurez compris, vivre en territoire démocratique ne suffit pas à garantir le respect de la vie privée. Pour empêcher les dérives de surveillance justifiées par le devoir de sécurité nationale, il est crucial que les citoyens et citoyennes s'informent sur les lois relatives au respect de la vie privée, revendiquent leur droit à la confidentialité, et s'opposent aux pratiques abusives des services de renseignement.

Si nous ne sommes pas tous et toutes en mesure de dénoncer publiquement ces agissements comme le font activistes, lanceurs et lanceuses d'alertes ou artistes militants, il nous reste la possibilité de mettre en place de nouvelles habitudes de navigation et de communication. Parmi les solutions utiles au renforcement de la confidentialité et de l'anonymat, on peut citer la combinaison de différents outils légaux, à disposition de

Mots fléchés

Frimousse		Retirée		Vases		Unau		Recolo-rées		Lettre		Fond de cuve	
Maestria		Droiture		Vieilles habitudes		Ville de l'Orne		Monticule				Algue	
										Pronom			
										Passe à Caen			
Repos apprécié							Astre						
Raisonnable													
				Sélénium au labo			Transport régional				Tentative		Caste
				Suit le docteur			Vergnes						
Soldat américain			Esquiver		Lustrées								
Vieux poètes													
					Mousse anglaise		Cendriers					Convoiter	
D'aujourd'hui	Avant nous			Boulette		Propre				Aride			
	Inventivité					Moyen de voyage							
								Une manière d'être					
Rectifiée										Plante de jachère			
Petite cale										Régulier			
		Fin de verbe			Musique de la Jamaïque		En usage	Condition			Gros glaçon		Blase
		Victoire d'empire						Patrie de Brassens					
Nids d'aigles						Avec les coutumes							
Saison chaude						Astate			Possessif				
			Édit de tsar										
			Frigo de campeur						Couleur				
Manque de tact												Contaminé	
Accord													
				Accord de G.I	Sou nippon	Renfort			Ceint la geisha				Convenable
						Hampe de drapeau			Début de journée				
Engranger		Jambon renommé						Repères					
		Faire son choix						Femme méchante					
							Conflit armé						
							Académie						
Mèche rebelle				Oeuvre médiocre						Homo-sexuel			
				Prescription						Sortis des eaux			
Petite cerise à confiture	Pareil				Chalet d'altitude						Oui slave		
	Pour zone franche				Bordures de lagon								
							Bête comme une oie						
Pédale d'arrêt						Ouvertes					Agent de liaison		

PÉTROLE

Le Brent en nette hausse à 80,06 dollars

Les prix du pétrole a conclu en nette hausse lundi, en raison de la vague de froid qui a ralenti la production et le raffinage aux Etats-Unis couplée à la poursuite des tensions sur l'approvisionnement en mer Rouge. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mars, a pris 1,90% et est repassé légèrement au-dessus de la barre des 80 dollars à 80,06 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en février, dont c'est le dernier jour de cotation, a gagné 2,42% à 75,19 dollars. La production de pétrole de schiste aux Etats-Unis est ralentie "en raison d'une vague de froid dans certaines parties des Etats-Unis", ont expliqué les analystes de DNB.

COOPÉRATION

Le DG de la Protection civile en visite en Tunisie

Le directeur général de la Protection civile algérienne, Boualem Boughlef, effectue une visite en Tunisie mardi et mercredi, dans le cadre du renforcement de la coopération bilatérale, notamment en matière de prévention et de gestion des risques naturels et technologiques, indique mardi un communiqué de la Direction générale de la Protection civile. Cette visite qui coïncide avec la tenue de la réunion du "Comité bilatéral mixte de la Protection civile, s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération bilatérale entre les deux pays frères dans le domaine de la Protection civile, notamment en matière de prévention et de gestion des risques naturels et technologiques", précise la même source. Cette visite constitue également une occasion pour les deux parties pour "échanger leurs expériences dans les domaines de la formation, de l'intervention et des secours aux populations affectées, ainsi que les moyens de développer les mécanismes de coordination et de coopération régionaux et internationaux dans le domaine de la Protection civile, la coordination opérationnelle liée à la lutte contre les incendies de forêts et les inondations, notamment au niveau des zones situées sur la bande frontalière algéro-tunisienne", note la même source. A la faveur de cette visite, il est convenu "d'établir une coopération entre l'Ecole nationale de la Protection civile et son homologue tunisienne, d'organiser des exercices conjoints de simulation en matière de lutte contre les incendies de forêts, les inondations et les tremblements de terre et de participer à des formations spécialisées (de base et continues)". Il s'agit également de "l'organisation de forums d'études et de séminaires scientifiques conjoints, de manière régulière, sur la prévention et la gestion des catastrophes et des crises en vue de renforcer les capacités opérationnelles des personnels et des agents de la Protection civile".

SELON GME

La consommation de gaz de l'Italie en 2023 tombe à son plus bas niveau depuis 8 ans

La consommation de gaz naturel en Italie est tombée l'année dernière à son plus bas niveau depuis 2015, a déclaré l'opérateur de la bourse de l'électricité GME. La consommation était égale à 63 milliards de mètres cubes (bcm), en baisse de 8,4 % par rapport à 2022, lorsque la demande de carburant dans le pays avait déjà signalé une baisse annuelle, a indiqué le GME. La baisse de la consommation en 2023 est le résultat d'une baisse annuelle de 16 % de la production d'électricité à partir du gaz ainsi que d'une baisse de 7,4 % de la consommation de gaz par les entreprises et les ménages et d'une baisse de 4 % des combustibles pour le secteur industriel. Les importations de gaz en Italie ont chuté de près de 12 % à 60,6 Gm3, leur plus bas niveau depuis 2015, le gaz naturel liquéfié (GNL) jouant un rôle croissant dans le pays alors qu'il remplace progressivement le gaz russe qui était auparavant acheminé par gazoduc. Le carburant provenant de Russie par pipeline représentait 4 % des importations totales l'année dernière, le gaz d'Algérie étant en légère baisse par rapport à 2022, mais représentant toujours la plus grande source d'importation pour l'Italie.

Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mercredi 24 janvier 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



RÈGLEMENT BUDGÉTAIRE 2021

Laagab présente un exposé devant la Commission des finances de l'APN

Le ministre de la Communication, M. Mohamed Laagab, a présenté, mardi, un exposé devant les membres de la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), concernant le règlement budgétaire de 2021. A cette occasion, le ministre a fait savoir que «le taux de consommation des affectations au titre de l'année 2021 s'est élevé à 99,62%», précisant que le total des affectations allouées est de 25.325.742.000,00 Da, dont 25.228.465.153,12 Da ont été consommés. Après avoir rappelé les conditions exceptionnelles ayant impacté la consommation budgétaire en 2020 et 2021 à cause de la pandémie du Covid-19, le ministre a soutenu que le secteur avait réalisé «des résultats tangibles, tel que l'acquisition d'équipements, notamment au niveau de l'Etablissement public de télévision (EPTV) ayant besoin de rénover ses équipements, et de l'Etablissement public de Télédiffu-

sion d'Algérie (TDA) qui doit également développer ses équipements pour ce qui est, notamment, des radars de diffusion dans les nouvelles wilayas». Selon le ministre, le secteur de la communication a également connu «la réalisation de plusieurs projets, dont la création de deux centres de télédiffusion et de radiodiffusion dans les wilayas de Biskra et Djanaït en plus d'un centre d'échange d'informations et de programmes télévisés et radiophoniques pour l'Union de radiodiffusion des Etats arabes (ASBU) et un autre pour l'Union africaine de radiodiffusion (UAR)», outre «l'aménagement de la bibliothèque urbaine pour accueillir le siège de la radio régionale de la wilaya de Mascara et la réhabilitation du centre culturel en vue d'abriter le siège de la radio régionale de la wilaya de Tébessa». Par ailleurs, M. Laagab a fait savoir que la diffusion numérique terrestre, à laquelle les autorités accordent un intérêt particulier, avait connu un saut qualitatif en matière de

couverture à la faveur des affectations financières y consacrées par l'Etat. Et d'ajouter que le budget 2021 a été consacré, également, «au renforcement du déploiement de la radiodiffusion (FM), mais aussi au parachèvement de la généralisation de la Télévision numérique terrestre (TNT)». Il s'agit, en outre, du renforcement «du rôle de la communication institutionnelle à travers le lancement par la télévision publique d'une chaîne dédiée à la jeunesse outre la diffusion de publicités et des campagnes de sensibilisation et la formation des cadres de l'administration centrale du secteur». M. Laagab a, par ailleurs, affirmé que son secteur avait relevé «une amélioration en matière de nombre d'autorisations octroyées aux journaux, et d'accréditation des chaînes télévisées et des correspondants de la presse étrangères». Le ministre a également relevé une amélioration en termes de taux d'impression des quotidiens et des journaux hebdomadaires contre un recul pour les journaux mensuels et spécialisés.

APRÈS SON RÉCENT RALLYE HAUSSIER

Le prix de l'uranium pourrait atteindre 150 \$/livre à moyen terme

La flambée des cours du métal radioactif est essentiellement tirée par les efforts de décarbonation de l'économie à l'échelle mondiale et des facteurs géopolitiques, dont la lutte d'influence entre les Etats-Unis et la Russie. Après avoir presque doublé depuis début 2023 pour atteindre environ 106 dollars la livre actuellement, le prix de l'uranium pourrait culminer à 150 dollars/livre entre 2025 et 2027 dans un contexte de renaissance de l'énergie nucléaire à l'échelle mondiale, a estimé le cabinet de conseil australien Shaw and Part-

ners dans une note de recherche publiée ce lundi 22 janvier 2024. Intitulée « Nuclear Summer-Upgrading Uranium to 150 US\$/lb », la note de recherche indique que le cours de la livre d'uranium sur le marché spot s'est envolé à 106 dollars, battant ainsi son précédent record de 101 dollars enregistré en 2007. Le cours du métal radioactif avait entamé un mouvement baissier depuis l'accident de Fukushima survenu en mars 2011 au Japon, chutant à 20 dollars la livre en 2016. Le prix est ensuite reparti à la hausse en 2021, et la surchauffe s'est accrélérée depuis mars 2023 sous l'ef-

fet de plusieurs facteurs. Selon Shaw and Partners, l'énergie nucléaire revient en grâce, car les gouvernements du monde entier ont compris que les énergies renouvelables ne suffiraient pas à décarboner les réseaux électriques. Lors de la 28e Conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP28) qui s'est tenue fin 2023 à Dubaï, 22 pays dont les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France et le Japon se sont engagés à tripler leur capacité nucléaire installée, d'ici à 2050. La Chine devrait par ailleurs

construire, à elle seule, environ 150 nouveaux réacteurs nucléaires au cours des quinze prochaines années. Des facteurs géopolitiques contribuent également à la renaissance du nucléaire. Un projet de loi américain visant à interdire les importations de combustible nucléaire en provenance de la Russie contribue par exemple à la trajectoire ascendante des prix. La flambée attendue du prix de l'uranium devrait profiter à plusieurs pays africains producteurs de ce métal gris argenté comme la Namibie, le Niger, l'Afrique du Sud, le Malawi et la Mauritanie.

ZONE EURO

Des conditions de crédit durcies au 4^e trimestre 2023

Les banques en zone euro ont continué à durcir leurs critères d'octroi de prêts au quatrième trimestre 2023, mais moins que lors des trimestres précédents sur fond de pause enclenchée dans la hausse des taux, a indiqué mardi la Banque centrale européenne (BCE). D'octobre à décembre, "les critères d'octroi - c'est-à-dire les directives internes des banques ou les critères d'approbation des prêts - pour les prêts ou les lignes de crédit aux entreprises se sont encore durcis, quoique modérément", indique le rapport trimestriel

de l'institut sur les conditions de crédits en zone euro. Le tableau par pays offre des disparités : ces conditions se sont stabilisées en France, en Espagne et en Italie mais ont continué à se durcir en Allemagne, relève le rapport. Le resserrement substantiel des taux opéré depuis juillet 2022 par la BCE face à l'inflation élevée, combiné avec la faiblesse de la demande, fait que les prêts aux entreprises se sont notablement raréfiés. Ce phénomène de "credit crunch" a refroidi l'activité économique, comme voulu par la BCE afin

de ramener l'inflation vers une progression annuelle de 2%. L'agrégat a culminé à plus de 10% fin 2022 et est désormais revenu à près de 3%, la BCE y voyant un signe de réussite de sa politique restrictive mais sans encore crier victoire sur les prix élevés. Les banques ont aussi signalé un nouveau durcissement net des conditions d'octroi des prêts aux ménages au quatrième trimestre 2023, qui a été limité pour les prêts au logement, et plus prononcé pour les crédits à la consommation, note la BCE.